

COMMISSION DE LA JUSTICE

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

du

van

MERCREDI 25 AVRIL 2007

WOENSDAG 25 APRIL 2007

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 17 heures par Mme Martine Taelman, présidente.

01 Question de Mme Muriel Gerken au ministre de la Défense sur "le suivi de la plainte des réfugiés birmans contre TotalFina" (n° 15136)

01.01 Muriel Gerken (ECOLO) : Le 27 mars, j'avais interrogé en séance plénière M. Flahaut - qui remplace la ministre de la Justice dans ce dossier - pour savoir s'il allait utiliser son pouvoir d'injonction aux fins de revenir sur le jugement rendu sur la plainte introduite par des réfugiés birmans contre TotalFina pour complicité de crimes contre l'humanité.

Vous m'aviez répondu que vous deviez encore vous renseigner sur cette affaire.

Réinterrogé le 12 avril, vous m'aviez alors expliqué que vous alliez rencontrer les représentants du "Front peu commun", qui se consacre à l'application de notre loi de compétence universelle, avant de décider d'user ou non de votre droit d'injonction.

Après cette rencontre et suite à l'examen du dossier, allez-vous demander au procureur général le retrait de l'arrêt de la Cour de cassation ?

01.02 André Flahaut, ministre (*en français*) : Comme je vous l'avais annoncé, j'ai rencontré le "Front peu commun", qui m'a exposé ses arguments, ainsi que le contenu des articles de presse.

J'ai, ensuite, rencontré les représentants de la Cour de cassation.

Demain, je rencontrerai le procureur fédéral.

Après quoi, je prendrai une décision ou non.

Nous sommes toujours dans les délais.

01.03 Muriel Gerken (ECOLO) : Oui, jusque demain.

Considère-t-on que la décision doit être prise avant que le gouvernement n'entre en affaires courantes ?

01.04 André Flahaut, ministre (*en français*) : Certains disent oui, d'autres disent non. Je préférerais que cela se fasse avant. Je vois le procureur fédéral demain à 16h00.

01.05 Muriel Gerken (ECOLO) : Je ne pourrai donc pas vous réinterroger car cela se passera après les questions d'actualités en séance plénière.

01.06 André Flahaut, ministre (*en français*) : J'avais prévu de le voir plus tôt mais cela ne s'est pas arrangé.

01.07 Muriel Gerkens (ECOLO) : La décision est évidemment éminemment politique. Elle pourrait contribuer à pacifier les relations entre la Cour de cassation et la Cour d'arbitrage, qui se querellent en termes d'interprétation des lois.

Depuis 2003, on a porté atteinte à la loi sur la compétence universelle et cela pose des problèmes. On risque de se retrouver, demain après 16 h 00, avec une réponse négative de votre part et une incapacité parlementaire à réagir.

Je ne suis pas d'accord. Il aurait été politiquement correct d'être prêt ce matin pour la question.

01.08 André Flahaut, ministre (*en français*) : Je n'ai pas l'habitude d'agir sous la pression.

01.09 Muriel Gerkens (ECOLO) : Il ne s'agit pas d'agir sous la pression mais d'agir dans une relation correcte avec le Parlement.

L'incident est clos.

Le développement des questions et interpellations est suspendu de 10.24 heures à 10.31 heures.

02 Question de M. Dirk Claes au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les bourgmestres qui assument la fonction d'officier de l'état civil" (n° 14950)

02.01 Dirk Claes (CD&V) : Ma question porte sur une incompatibilité à laquelle sont confrontés les officiers de l'état civil. En vertu d'un arrêté royal de 1823, un officier de l'état civil ne peut accomplir aucun acte pour les membres de sa famille tels que l'époux, les parents ou les enfants.

Avec quelle rigidité doit-on appliquer l'arrêté royal ? Un bourgmestre ou échevin peut-il célébrer le mariage de ses propres enfants ? Pour quelles raisons peut-on le leur interdire ? En cas d'infraction à cet arrêté royal, l'acte est-il nul et non avenue ?

02.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : L'arrêté royal du 8 juin 1823 stipule en effet que les fonctionnaires de l'état civil ne peuvent enregistrer aucun acte dans le cadre duquel ils interviennent en qualité de déclarant, de partie ou de témoin, ni aucun acte qui concerne leur époux, leurs parents ou leurs enfants. Le cas échéant, le fonctionnaire doit se faire remplacer en temps voulu et ne peut donc célébrer lui-même le mariage de ses enfants. Ce texte doit être interprété au sens strict.

Les raisons qui sous-tendent cette mesure ne sont pas très claires. Selon l'exposé introductif, l'arrêté royal avait pour but d'éliminer certaines irrégularités constatées dans la tenue des registres. Le législateur a probablement voulu éviter la confusion des rôles.

L'acte établi en violation de cet arrêté royal n'est néanmoins pas nul dans la mesure où le fonctionnaire de l'état civil ne célèbre pas son propre mariage étant donné qu'il serait dès lors partie à l'acte.

02.03 Dirk Claes (CD&V) : Si l'acte n'est malgré tout pas déclaré nul en cas d'infraction à l'arrêté royal, les bourgmestres et les échevins poursuivront cette pratique. L'arrêté royal restera alors lettre morte. La ministre envisage-t-elle de contrôler plus sévèrement le respect de cet arrêté royal ?

02.04 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : Je vais me renseigner auprès de mon administration.

02.05 Dirk Claes (CD&V) : Il serait utile de clarifier la question.

L'incident est clos.

03 Question de M. Melchior Wathelet à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les

barèmes d'honoraires d'experts" (n° 15188)

03.01 Melchior Wathelet (cdH) : Les barèmes des experts judiciaires ne seraient pas encore fixés pour 2007 alors qu'ils le sont habituellement dans le courant du mois de septembre de l'année qui précède.

Confirmez-vous cette information ? Si oui, quelles sont les raisons de ce retard ? Quand ces barèmes seront-ils établis ?

03.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : L'arrêté royal a été approuvé en première lecture lors du Conseil des ministres du 30 mars dernier. Le texte sera publié très rapidement.

En attendant, une tarification proposée par les autorités judiciaires est d'application.

Plusieurs de vos collègues m'ont interrogée à ce sujet ; je leur ai fourni tous les détails.

03.03 Melchior Wathelet (cdH) : Ces barèmes ne sont pas pharaoniques. De plus, ils sont souvent payés avec retard. La moindre des choses serait d'obtenir ces barèmes à temps et à heure.

L'incident est clos.

04 Question de M. Melchior Wathelet à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le rôle des experts psychologues et la validité des expertises psychologiques" (n° 15189)

04.01 Melchior Wathelet (cdH) : La tendance chez les magistrats est de ne plus permettre la présence des experts psychologues lors d'auditions filmées de mineurs sur lesquels pèsent des allégations de maltraitance. Ils ne seraient plus admis dans le local d'audition filmée mais, uniquement, dans le local de régie. A plus long terme, on viserait leur absence totale.

Ceci implique que les enfants ne seraient plus entendus que par un inspecteur de police et que les analyses de crédibilité du discours des enfants ne pourraient plus s'établir qu'à partir de l'enregistrement vidéo de telles auditions.

Certains magistrats décident également, en lieu et place des psychologues eux-mêmes, de la méthodologie à utiliser par ces derniers.

Une telle évolution n'est pas favorable à la qualité des expertises. Par ailleurs, elle ne me paraît pas légitime en l'absence de révision de la directive ministérielle relative à l'enregistrement audiovisuel de l'audition des mineurs victimes ou témoins d'infractions et elle remet en question l'indépendance du statut légal de l'expert, ce qui est d'autant plus grave qu'ils engagent leur responsabilité professionnelle en réalisant ces expertises.

Etes vous au fait du problème ? Quelle est votre position à ce sujet ? Des éclaircissements ne sont-ils pas nécessaires ? Entre-il dans vos intentions d'aménager la circulaire susmentionnée et dans quel sens ?

04.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : La circulaire du 16 juillet 2001 relative à l'audition vidéo-filmée précise effectivement les conditions dans lesquelles celle-ci doit se dérouler.

L'audition vidéo-filmée est toujours réalisée par un policier spécialement formé à cet effet et désigné par le magistrat. Il est le seul à poser des questions à l'enfant et il doit le faire de manière non suggestive.

L'expert, lui, doit absolument rester neutre et éviter toute interférence dans l'audition afin précisément de pouvoir réaliser son expertise de manière impartiale.

Suivant l'avis d'une large majorité des acteurs concernés, la circulaire prévoit la présence de l'expert dans le local de régie. Elle précise également que, si le magistrat décide que l'expert peut assister à l'audition dans le local, il ne peut en aucun cas intervenir.

La circulaire vise à permettre à la fois une audition de qualité non suggestive par le policier formé et une expertise indépendante et neutre. Nous avons connu quelques procès fameux, comme celui d'Outreau en France, qui doivent nous inciter à la prudence en la matière.

Par ailleurs, je n'ai pas connaissance de problèmes particuliers qui justifieraient une révision de la circulaire de 2001.

04.03 Melchior Wathelet (cdH) : Je ne pense pas qu'il faille nécessairement revoir la circulaire. J'avais reçu des témoignages selon lesquels celle-ci n'était pas toujours appliquée. Les experts ne pouvaient donc pas assister à l'audition. Il existe dans leur chef une demande véritable d'être présents. Vos propos pourraient être de nature à réaffirmer que leur présence est importante lors de ces auditions.

L'incident est clos.

05 Question de M. Tony Van Parys à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le rapport d'Europol (OCTA 2007) relatif au trafic de drogue en Belgique" (n° 15059)

05.01 Tony Van Parys (CD&V) : La contribution de la Belgique au rapport Europol 2007 sur la criminalité organisée contient une série de constatations frappantes sur le trafic de drogue dans notre pays. On y apprend ainsi, entre autres, que la consommation de cocaïne a doublé en cinq ans. La politique de poursuite néerlandaise a en outre également provoqué un déplacement de la production des drogues de synthèse vers notre pays.

Le fait que les ports d'Anvers et de Zeebrugge constituent les principaux lieux de fourniture de la cocaïne constitue également un problème de taille. Les organisations criminelles sud-américaines développent de nouveaux réseaux de distribution qui passent par Anvers. En Belgique, la distribution est assurée par des bandes marocaines. Ces organisations semblent souvent travailler par le biais des circuits économiques légaux et les enquêteurs, les témoins et les informateurs sont de plus en plus confrontés à la violence et à l'intimidation.

La ministre peut-elle nous confirmer les constatations contenues dans le rapport Europol ?

05.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : Les constatations de la Belgique figurant dans le rapport *Organised Crime Threat Assessment 2007* d'Europol sont confidentielles. Je ne peux donc pas en parler avant que ce rapport n'ait été publié.

La lutte contre les drogues de synthèse est une priorité du plan national de sécurité. La police fédérale procède également à une analyse stratégique des cultures de cannabis qui servira à l'élaboration d'un plan d'action.

Le rapport 2005 d'Europol sur la criminalité en Belgique avait déjà mis en évidence l'implication d'organisations turques dans le trafic d'héroïne et d'organisations marocaines dans la distribution de cette drogue. Le rôle des ports maritimes dans le trafic de drogues y était également souligné.

La police fédérale prépare actuellement la politique de sécurité policière nationale qui constituera la base du plan de sécurité national 2008-2011. Ce plan tiendra également compte du rapport OCTA de 2007.

La police et la justice ont déjà adapté leurs stratégies pour s'attaquer à ces phénomènes. Je songe au plan *Market Deal* qui a permis l'an dernier de démanteler bon nombre de lieux utilisés au fins de trafic de drogue.

05.03 Tony Van Parys (CD&V) : Le ministre fait état de la confidentialité du rapport mais il s'agit d'informations que la Belgique a communiquées à Europol. Je ne vois pas en quoi elles seraient confidentielles et pourquoi nous ne pourrions pas en débattre. Il est essentiel de mener un débat ouvert sur

cette question. J'observe d'ailleurs que le ministre ne contredit pas ces constatations, au contraire. Ces constatations sont préoccupantes et doivent constituer une priorité de l'agenda politique.

L'incident est clos.

06 Question de M. Bart Laeremans à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les nouvelles cellules dans le bâtiment rénové Portalis" (n° 15128)

06.01 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : La police de Bruxelles exige que les cellules du sous-sol dans le bâtiment rénové Portalis soient réaménagées d'urgence car elles ne sont pas équipées de toilettes, leurs portes s'ouvrent dans le mauvais sens et la vidéosurveillance y est de mauvaise qualité. Si ces aménagements ne sont pas réalisés, le chef de corps de la police de Bruxelles refusera d'utiliser ce bâtiment.

Comment la ministre réagit-elle à cette grogne des services de police ? Pourquoi la Justice refuse-t-elle de procéder aux aménagements requis ? Quand ces cellules pourront-elles être utilisées ?

06.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : La police de Bruxelles m'a effectivement informée des problèmes qui se posent dans les cellules du bâtiment rénové Portalis. Beaucoup de ces observations avaient déjà été émises par le SPF Justice et la Régie des Bâtiments au moment de la réception de ce bâtiment. Le propriétaire y a mis entre-temps bon ordre.

En 2005, le SPF Finances et la police de Bruxelles ont décidé ensemble de créer le complexe de cellules. Ce projet a ultérieurement fait l'objet d'une mise en œuvre cohérente.

Le 20 avril 2007, le Conseil de ministres a adopté un projet d'arrêté royal relatif aux normes minimales, à l'implantation et à la mise en service des lieux d'enfermement utilisés par la police. Il y aura ainsi un instrument pour l'application uniforme des équipements de sécurité. Des mesures transitoires sont également prévues pour l'aménagement des lieux d'enfermement existants.

Six cellules du complexe cellulaire du bâtiment Portalis comprennent un équipement sanitaire, de même qu'un lieu central desservant les autres cellules. Il y a également des toilettes pour moins valides et un espace de douches. Les cellules dépourvues d'équipement sanitaire sont munies des conduites requises. Au besoin, des équipements sanitaires pourraient y être installés.

(*En français*) Le sens de l'ouverture des portes des cellules vers l'intérieur a été décidé conformément aux accords conclus à l'époque entre les responsables de sécurité du SPF Justice et la police bruxelloise. Toutefois, on examinera tout de même comment on peut inverser le sens.

En ce qui concerne la surveillance par caméra, les équipements nécessaires ont aussi été installés dans le complexe, conformément aux accords. Un minimum d'intimité doit cependant être garanti aux personnes détenues.

Pour les dernières adaptations, une réunion aura lieu avec les parties directement concernées.

06.03 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : L'intervention du responsable de la police bruxelloise n'aura donc pas été vaine. Au moins, l'on prête à présent une oreille attentive et les adaptations nécessaires sont mises en œuvre.

Nous ne trouvons de sanitaires que dans six cellules sur quarante. Je recommande d'installer également des sanitaires dans les autres cellules. En accompagnant les détenus aux W.-C., la police perd un temps précieux.

Les normes minimales seront avancées trop tardivement. Il est prévu de mettre en service un bâtiment entier de cellules sans que des normes minimales aient été fixées. J'ai du mal à comprendre. Nous suivrons ce dossier de près. En tout cas, j'espère que les adaptations seront effectuées le plus vite possible afin que ces cellules puissent être utilisées rapidement.

L'incident est clos.

07 Question de **M. Roel Deseyn** à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les jeux téléphoniques" (n° 15137)

07.01 **Roel Deseyn** (CD&V) : La ministre a indiqué par le passé qu'elle reviendrait volontiers sur la question des jeux téléphoniques. Il serait utile de le faire maintenant étant donné que la Commission des jeux de hasard a eu l'occasion d'examiner les dossiers.

Il était effectivement nécessaire que les choses évoluent dans ce domaine et que le dossier soit porté à l'attention des médias. Les maisons de production elles-mêmes affirment d'ailleurs qu'elles ont pris des initiatives pour se conformer aux règles légales et pour rendre les choses plus transparentes. Il reste cependant beaucoup de choses à faire. Je voudrais dès lors profiter de cette dernière réunion de commission pour dresser un bilan de la situation et poser quelques questions critiques sur la mise en oeuvre de l'arrêté royal. Les parties concernées attirent en effet l'attention sur un certain nombre de problèmes à ce niveau.

Un certain nombre d'autorisations ont été accordées. Des demandes ont-elles également été refusées ? Certains types de jeux ne peuvent-ils plus être organisés ?

Aucune licence n'a été accordée. Il s'agit simplement d'autorisations qui peuvent facilement être retirées. Cette situation est ambiguë. Je pense que ceci est lié au fait que les producteurs ne sont pas parvenus à se conformer aux règles légales étant donné que certains points de l'arrêté royal étaient impossibles à mettre en oeuvre dans la pratique. Quel est le statut des autorisations ? Sont-elles temporaires ? Sont-elles soumises à une évaluation ? Quand sera-t-il possible d'obtenir une véritable licence telle que définie dans l'arrêté royal ?

Lorsque les maisons de production ou les émetteurs reçoivent des plaintes, doivent-elles être transmises à la Commission des jeux de hasard ? De combien de plaintes la Commission des jeux de hasard a-t-elle déjà été saisie dans le cadre de l'article 6 de l'arrêté royal ?

L'article 9 de l'arrêté royal est particulièrement difficile à mettre en oeuvre. Celui-ci précise qu'un accord doit être conclu entre l'émetteur, la maison de production, l'entreprise de télécommunication et les prestataires de services. Il conviendrait de mettre au point un protocole permettant d'avertir les gros appelants. Il apparaît que ceci est très difficile à mettre en place dans la pratique. Si une telle disposition est impossible à mettre en oeuvre, dans quelles conditions les émetteurs peuvent-ils continuer à diffuser ? La seule sanction prévue à l'encontre des producteurs qui ne respectent pas l'ensemble des dispositions de l'arrêté royal est l'interdiction d'organiser des jeux téléphoniques.

07.02 **Laurette Onkelinx**, ministre (*en néerlandais*) : Au début de cette année, cinq dossiers relatifs à des jeux téléphoniques ont été introduits auprès de la Commission des jeux de hasard. Quatre d'entre eux ont été approuvés et pour le cinquième, l'enquête est encore en cours.

Les jeux sont diffusés depuis 2004 et, dans l'intervalle, la Commission des jeux de hasard a été saisie de plusieurs plaintes. Le parquet a chaque fois établi un procès-verbal. Fin 2004, les jeux téléphoniques ont été exclus du champ d'application de la loi sur les jeux de hasard, moyennant le respect de l'arrêté royal du 10 octobre 2006. Ce n'est qu'après l'évaluation d'un dossier que la Commission des jeux de hasard peut intervenir sur la base de l'arrêté royal. Les jeux téléphoniques diffusés actuellement sont conformes à l'arrêté royal. Seul un des organisateurs de jeux a encore commis certaines infractions au cours des dernières semaines. Il a été rappelé à l'ordre et fera l'objet d'un suivi étroit.

Lors de l'examen des demandes, des contrôles ont été effectués, notamment auprès des facilitateurs et d'un organisateur. Il a entre-temps été remédié aux quelques imprécisions constatées.

À ce jour, les approbations ont été associées à un délai d'évaluation d'un mois, dans lequel les problèmes constatés devaient être résolus.

La Commission des jeux de hasard a déjà reçu deux cents plaintes, pour la plupart liées au délai de paiement des prix. Aucun accord n'a encore été conclu.

Il est question d'un joueur à problème lorsque les contacts sociaux s'effritent sous l'influence du jeu et que l'intéressé perd la notion du temps, contracte des dettes, ment ou nourrit des attentes irréalistes. Une liste des joueurs à problème n'a pas encore été communiquée aux opérateurs mais cela fait partie des projets de la Commission des jeux de hasard.

La Commission entreprendra, au cours des prochains mois, les démarches nécessaires pour s'assurer que chacun s'acquitte adéquatement du monitoring. Celui-ci est effectué sur le préfixe 0905 et porte donc actuellement sur un public plus large que celui des joueurs.

L'article 9.4 n'entrera en vigueur qu'après approbation, ce qui n'empêche que la Commission a déjà demandé à plusieurs reprises aux intéressés des informations qui lui ont été systématiquement fournies.

La Commission des jeux de hasard a l'intention de soumettre l'arrêté royal à une évaluation deux fois par an.

Selon le Code civil, des mineurs ne sont pas autorisés à conclure des contrats. Ils ne peuvent acheter que des cartes prépayées. En revanche, la possibilité leur est offerte de passer des appels qui sont facturés aux parents, à qui il appartiendra alors de prendre leurs responsabilités, par exemple en faisant bloquer certains appels. Il est impossible de prendre une initiative réglementaire pour rendre gratuits les appels des mineurs. Ce système engendrerait des abus et serait impossible à contrôler. En outre, les mineurs sont découragés, car les gagnants doivent envoyer une copie de leur carte d'identité.

Les jeux téléphoniques n'ont pas encore fait l'objet de nombreuses études mais il ressort des données disponibles qu'ils constitueraient un phénomène marginal.

07.03 Roel Deseyn (CD&V) : La réponse de la ministre indique clairement qu'il n'existe aucun protocole et que l'arrêté royal est en définitive inapplicable. Techniquement, de tels protocoles sont d'ailleurs difficiles à conclure sans investissements considérables de la part des opérateurs de télécommunications. L'absence d'une liste des joueurs posant problème illustre également les lacunes de l'arrêté royal.

De plus, la situation est très opaque pour les participants dès lors qu'un jeu dépasse les limites d'un programme.

Seules des autorisations provisoires sont actuellement octroyées, donnant lieu à une sorte de politique de tolérance. Les licences proprement dites se font toujours attendre.

Je n'ai pas la volonté d'interdire ces jeux, pourvu qu'ils fassent l'objet d'un accompagnement et d'une réglementation efficaces. Il est nécessaire de modifier l'arrêté royal et de garantir un contrôle sérieux de l'offre de ce type de jeux.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- **M. Éric Libert à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'appel au boycott des élections législatives du 10 juin 2007 de 25 bourgmestres néerlandophones des communes de Hal-Vilvorde et les suites y réservées" (n° 15145)**

- **M. Éric Libert à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'appel au boycott des élections législatives du 10 juin prochain dans les communes de Hal-Vilvorde" (n° 15161)**

- **M. Bart Laeremans à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le recours abusif à la justice bruxelloise à des fins partisans" (n° 15178)**

08.01 Éric Libert (MR) : Mes questions n'ont rien de commun avec celle de M. Laeremans.

La nouvelle fronde des vingt-quatre bourgmestres néerlandophones des communes de Hal-Vilvorde constitue une amorce révolutionnaire visant à la paralysie de l'État. Elle est identique à ce qui s'est produit en

2003 et 2004. Il s'agit là de comportements inciviques. Ces infractions de coalitions de fonctionnaires sont reprises aux articles 151, 233 et 234 du Code pénal. Et l'on a appris que le ministre flamand des Affaires intérieures n'entendait nullement sanctionner ces bourgmestres ; il s'agit ni plus ni moins d'une prime à la rébellion.

Le droit de vote est un droit politique fondamental dont le respect exige une attitude ferme du ministre de la Justice, qui dispose du droit d'injonction positive. Donnez-vous donc des instructions aux parquets territorialement compétents pour poursuivre les bourgmestres récalcitrants ?

Par ailleurs, quelles dispositions comptez-vous prendre – notamment auprès des Ordres compétents – à l'égard de l'appel à la désobéissance civique lancé par le comité Hal-Vilvorde et le Mouvement flamand, appel adressé aux avocats néerlandophones du barreau de Bruxelles, aux notaires et aux huissiers néerlandophones de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles. Cet appel au boycott doit être condamné officiellement.

08.02 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Il est tout de même incroyable qu'un député introduise auprès du tribunal une plainte d'inspiration politique dans le seul but de se profiler. En outre, le même député demande ensuite à la ministre de la Justice si elle a l'intention d'user en la matière de son droit d'injonction. On mélange ainsi de manière tout à fait abusive politique et justice. M. Libert voudrait donc faire poursuivre quiconque refuse de participer aux élections parce qu'elles ne sont pas conformes à la Constitution. Voilà qui ébranle sérieusement la confiance que nous pouvons avoir en la justice.

Lorsque M. Libert a introduit une plainte similaire il y a trois ans, la justice a réagi en intimidant les bourgmestres. Ceux-ci avaient pourtant simplement mené une action symbolique en refusant de collaborer à une élection illégale. La population n'a pas accepté une réaction aussi brutale de la justice dans un arrondissement largement confronté à la criminalité. Les bourgmestres ont d'ailleurs bénéficié à plusieurs reprises depuis d'une décision de non-lieu. Si la justice devait une nouvelle fois se livrer à des actions d'intimidation à l'encontre d'honnêtes citoyens, la scission de l'arrondissement judiciaire deviendrait alors véritablement urgente.

L'action dénoncée par M. Libert est une preuve de civisme. Les bourgmestres souhaitent simplement que la Constitution soit respectée, que les élections soient organisées par province dans l'ensemble du pays et qu'il soit donné suite à l'arrêt de la Cour d'arbitrage. En ne tenant pas compte de ces demandes, le gouvernement fait preuve d'incivisme. M. Libert fait d'ailleurs partie d'un collège des échevins qui confectionne des listes illégales. Il est donc particulièrement indécent de sa part d'accuser d'autres personnes d'incivisme.

08.03 Éric Libert (MR) : M. Laeremans n'est pas habilité à répondre à ma question. Je proteste !

La **présidente** : Comme vous, j'estime que le comportement de M. Laeremans n'est pas correct. Mais il a introduit une question et la parole lui est donnée conformément au Règlement.

08.04 Éric Libert (MR) : Je vous empêcherai de poursuivre votre intervention si vous ne vous limitez pas à l'objet de la question que vous avez déposée.

08.05 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Je ne permettrai pas à M. Libert de me couper la parole. Par son attitude, il fait d'ailleurs preuve lui-même d'incivisme.

Le **président** : M. Laeremans devrait s'abstenir de critiquer ses collègues.

08.06 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Le président aurait-il l'intention de porter un jugement de valeur sur la teneur de mes questions ?

Le **président** : La Chambre n'est pas faite pour que des collègues se mettent à s'insulter. MM. Libert et Laeremans feraient bien de se limiter aux questions qu'ils désirent poser.

08.07 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Dans un débat parlementaire, il est d'usage de pouvoir critiquer

ses collègues.

Dans l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde, la loi n'est pas respectée. Par exemple, dans les communes à facilités, les bulletins de vote devraient être envoyés en néerlandais mais à cause de M. Libert, c'est l'inverse qui se produit. Et la population de Rhode-Saint-Genèse n'a qu'à payer la facture.

08.08 **Éric Libert** (MR): À mon sens, vous avez épuisé votre temps de parole.

08.09 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang) : Il n'appartient pas à M. Libert de déterminer mon temps de parole, même si je sais parfaitement qu'il se comporte comme un dictateur.

À quel montant s'élevait le coût total des actions judiciaires menées à l'encontre des bourgmestres à l'occasion des précédentes élections ? Combien d'heures-homme la police et la justice ont-elles gaspillées à la suite de la plainte ridicule de M. Libert ? De nouvelles plaintes ont-elles encore été déposées ? Qui en est l'auteur ? Va-t-on également donner une suite à ces plaintes ? Va-t-on une nouvelle fois gaspiller l'argent des pouvoirs publics ?

08.10 **Éric Libert** (MR): Madame la présidente, il faut interrompre M. Laeremans.

Va-t-on arrêter cette farce ?

08.11 **Laurette Onkelinx**, ministre (*en français*) : J'ai pris connaissance de la volonté de certaines autorités des communes de la zone Hal-Vilvorde de boycotter l'organisation des élections législatives.

Les communes sont appelées à intervenir dans l'organisation des élections. En cas de carence, il appartient au gouverneur de la Province du Brabant flamand, agissant sous l'autorité du ministre fédéral de l'Intérieur, de prendre les mesures nécessaires.

Le ministre de l'intérieur a d'ailleurs rappelé que le gouverneur prendrait les mesures nécessaires.

L'arrêt de la Cour d'arbitrage du 26 mai 2003 énonce qu'en cas de maintien des circonscriptions provinciales, l'organisation actuelle de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde peut être maintenue jusqu'au terme officiel de l'actuelle législature. La tenue de ces élections se fera donc dans le plus strict respect de cet arrêt.

Le fait pour des autorités publiques de s'opposer à la tenue des élections législatives est susceptible de tomber sous le coup de l'article 151 du Code pénal qui vise l'acte attentatoire aux libertés commis par un fonctionnaire et des articles 233 à 236 du Code pénal relatifs au délit de coalition de fonctionnaires.

Il ne s'agit évidemment pas d'actes anodins sans gravité. Il n'est pas acceptable que des autorités publiques empêchent les citoyens de concourir à l'élection de leurs représentants.

Tout ministre de la Justice se soustrairait gravement à ses responsabilités s'il restait sans réagir lorsque des mandataires publics annoncent qu'ils entendent ne pas respecter la loi pénale et qu'ils semblent avoir commencé à la violer en refusant de constituer les listes d'électeurs.

J'ai donc demandé au parquet de Bruxelles d'examiner la matérialité des infractions.

(*En néerlandais*) Le parquet n'a reçu qu'une seule plainte. Il est matériellement impossible de calculer le coût exact de cette action.

(*En français*) Quant à utiliser mon droit d'injonction positive, je considère que la question ne se pose pas aujourd'hui. J'attends les résultats de l'examen des faits par le parquet.

Enfin, pour ce qui est de l'attitude de citoyens qui entendraient boycotter les élections, vous faites un procès d'intention aux personnes concernées. Pour ma part, je fais confiance aux citoyens.

08.12 **Éric Libert** (MR) : Je n'ai pas fait de procès d'intention aux électeurs qui se laisseraient intimider par l'appel au boycott. C'est pour les conforter que j'ai posé cette question.

Sur un plan juridique, s'agissant de la coalition de fonctionnaires, il ne faut pas qu'il y ait eu un début d'exécution pour que l'infraction soit constituée. Elle l'est dès lors qu'il y a eu concertation, entente, front, décision, ce qui a déjà été le cas.

Vous avez été particulièrement sensible à la gravité de la situation puisque vous avez donné des instructions de haute vigilance au parquet de Bruxelles et vous vous réservez d'user, le cas échéant, de votre droit d'injonction positive. Je vous en sais gré.

Sur le plan politique, il y a des moments où les abstentions peuvent constituer les actes de complicité les plus lourds de conséquences.

Pensez donc : vous avez le pouvoir d'enrayer un coup d'État et vous ne l'utiliseriez pas !

La situation est grave et ne souffre aucun atermoiement. Non seulement les francophones de Bruxelles et de la périphérie bruxelloise mais tous les démocrates de notre pays se joignent aujourd'hui à moi pour vous demander d'intervenir.

08.13 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang) : L'interprétation que donne la ministre de l'arrêt de la Cour d'arbitrage a de quoi étonner. La Cour a clairement indiqué que cette question doit avoir été réglée pour les élections de 2007 et qu'elle ne peut être reportée une fois de plus, en l'occurrence à 2011, comme l'a fait le gouvernement.

La ministre déforme également les intentions des bourgmestres qui ne cherchent nullement à empêcher les citoyens d'exprimer leur suffrage. Ils constatent simplement que les élections sont anticonstitutionnelles et contraires au principe de territorialité. Du reste, leur action ne met nullement en péril l'organisation des élections.

Il est incompréhensible que le parquet de Bruxelles ait dû consacrer du temps à une enquête, compte tenu de l'importance de l'arriéré. La ministre aurait mieux fait d'ignorer une demande d'inspiration politicienne. Elle cherche à minimiser la question en disant qu'il ne s'agit que d'une plainte unique mais cette plainte n'en a pas moins eu pour effet que les bourgmestres ont été interrogés par une équipe de policiers. M. Libert a recouru à tous les moyens de procédure pour en arriver en définitive à une mise hors cause. Les bourgmestres, de même que la population des communes concernées, ont ressenti la chose comme une véritable intimidation. Cette plainte inutile nuit aussi à l'image de la justice qui s'occupe de questions politiques et est empêchée de s'occuper de ce qui est vraiment important.

La ministre aussi a failli à son devoir. Le gouvernement l'avait chargée de scinder l'arrondissement judiciaire mais elle ne l'a pas fait non plus.

L'incident est clos.

09 Questions jointes de

- **M. Tony Van Parys** à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le dossier DHKP-C" (n° 15168)

- **M. Claude Marinower** à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'arrêt relatif au DHKP-C" (n° 15173)

09.01 **Tony Van Parys** (CD&V) : À la suite d'un arrêt de la Cour de cassation, les membres du DHKP-C courent toujours, non pas parce que leur implication dans des activités terroristes est contestée mais simplement en raison d'une erreur de procédure dans le processus décisionnel avant l'examen au fond liée à

la composition inhabituelle du tribunal.

Le ministre de la Mobilité a déclaré à la presse qu'il est inacceptable que des magistrats retiennent ou falsifient des pièces de procédure et que le procureur semble manifestement avoir choisi le juge. Si cette vision des choses est la bonne, il est clair qu'elle ne peut pas rester sans conséquences pour les magistrats concernés. Si ces affirmations sont toutefois erronées, elles ne pourront pas, à mon sens, rester sans conséquences pour M. Landuyt non plus.

Comment s'est déroulé le processus décisionnel pendant la phase initiale du procès ? Quelle était la position du ministère public par rapport au changement de composition du tribunal correctionnel de Bruges ? Les avis du ministère public et du premier président de Gand ont-ils été joints au dossier ? Quel est le statut de ces documents ?

Pourquoi le ministre a-t-il adressé un courrier au procureur général de Gand ? Quelle était la réaction de ce dernier ?

Combien l'enquête et le procès ont-ils coûté à ce jour ?

Les suspects perdent-ils un degré d'appel en raison du renvoi à la Cour d'appel d'Anvers ?

Quel est l'état d'avancement de la procédure d'extradition de Mme Erdal ?

09.02 Claude Marinower (VLD) : Je m'étonne qu'un ancien ministre de la Justice et par ailleurs éminent juriste tel que M. Van Parys se montre aujourd'hui si clément. Ce dossier, dans le cadre duquel des personnes ont été poursuivies pour terrorisme, revêt une importance particulière pour l'image de notre Justice. La Cour de cassation a cassé par son arrêt les précédentes décisions en raison d'informations importantes qui auraient été dissimulées. Il s'agirait de documents qui ne figuraient pas au dossier deux jours encore avant l'examen par la Cour de cassation.

Après l'appel contre la décision du tribunal correctionnel de Bruges, dès le début du traitement de l'affaire, la défense a introduit une action en suspicion légitime contre cette cour devant la cour d'appel de Gand.

Il est évident que les pièces envoyées à la Cour de cassation juste avant le traitement de l'affaire, ne se trouvaient plus que probablement pas dans le dossier de la cour d'appel de Gand au moment où elle a traité cette affaire. Tout comme il me semble d'ailleurs tout aussi évident que les remarques relatives au détachement d'un juge du tribunal de première instance de Termonde ont été invoquées par la défense dès le début de l'affaire.

Pourquoi un tribunal de première instance de Bruges, qui jour après jour traite des affaires difficiles, n'aurait-il soudainement pas disposé de la compétence nécessaire pour traiter cette affaire ? S'agit-il d'une pratique courante ? Combien de fois est-ce arrivé au cours de la présente législature qu'un dossier soit ainsi détaché ? A la demande de qui ce détachement a-t-il été effectué et quand a-t-il été demandé ? Quels ont été les avis émis à ce propos et quelle a été la principale considération prise en compte ? Est-il exact que des documents importants relatifs à ce détachement n'ont été ajoutés au dossier que deux jours avant son traitement par la Cour de cassation et, dans l'affirmative, pourquoi ? Il m'est revenu que la ministre aurait rédigé une lettre à ce sujet. Quel était le contenu de cette lettre et a-t-elle reçu une réponse ? Qui est responsable en la matière ? Est-il exact que certains documents n'ont pas été communiqués et, dans l'affirmative, quelles en ont été les conséquences ?

09.03 Laurette Onkelinx, ministre (en français) : Le ministre de la Mobilité s'est exprimé sur un dossier qu'il ne connaît pas et qu'il n'a pas à connaître. Ce n'est tout simplement pas sérieux. Dans l'affaire dite DHKP-C, l'arrêt de la Cour de cassation n'a pointé aucune faute. Elle s'est basée sur la notion « d'apparence de partialité ».

La presse n'a pas le devoir d'impartialité. C'est son droit de mettre en évidence la thèse d'une des parties au procès pour autant que la présomption d'innocence y trouve son compte. J'ai interrogé le procureur général

de Gand. Ses réponses me semblent claires et elles ont été transmises au procureur général près la Cour de cassation.

Il est normal que le parquet fédéral prenne contact avec les autorités judiciaires locales pour donner des informations générales sur le traitement des dossiers pour lesquels il exerce l'action publique. Il appartient au président du tribunal de première instance et le président de la chambre correctionnelle de décider des mesures qui s'imposent pour assurer l'ordre public et la sécurité. Ils doivent le faire en toute indépendance, en ne considérant le parquet que comme une des parties à la cause. Selon M. Schins, c'est ce qui a été fait à l'occasion de l'organisation du procès dit DHKP-C à Bruges.

Le procureur général de Gand n'était pas d'accord avec cette demande de délégation. La Cour de cassation a relevé la motivation de cette présidente de chambre, à savoir, puisque le procureur fédéral avait laissé entendre que le procès allait être très sensible, qu'elle estimait qu'il valait mieux que la chambre soit présidée par un juge homme expérimenté. En tant que femme, je suis déjà choquée de ce manque de sens des responsabilités et comme ministre encore plus.

Je ne sais pas pourquoi la magistrate a été couverte par ses supérieurs. Il faudrait peut-être que la Cour de cassation s'en préoccupe.

Troisièmement, l'avis négatif du procureur général de Gand n'a pas été versé au dossier pour deux raisons. D'une part, il ne s'agit pas d'une obligation légale. D'autre part, le procureur général Schins avait inscrit la mention « Personnel et confidentiel » sur son avis. Il s'exprimait en des termes durs sur le fait que le juge de Bruges voulait une assistance masculine et sur le premier président de la cour d'appel qui avait donné le sentiment qu'il accèderait à la demande de Bruges avant d'avoir pris connaissance du point de vue du procureur général de Gand. L'ordonnance étant au dossier, les avocats avaient la possibilité de demander de prendre connaissance de tous les courriers relatifs à cette délégation, ce qui a d'ailleurs été fait en avril 2007.

Quant au coût de l'enquête et de la procédure, s'agissant d'un dossier ouvert dans les années nonante, il est impossible, à l'heure actuelle, de faire une telle évaluation.

En ce qui concerne les demandes d'extradition de Fehriye Erdal formulées par la Turquie, une n'a pas été accueillie favorablement et deux d'entre elles sont en suspens, une demande d'extradition ne pouvant faire l'objet d'une procédure in absentia. En tout état de cause, ces demandes d'extradition sont suspendues aussi longtemps que reste ouverte en Belgique la procédure pénale portant sur les infractions visées dans les requêtes d'extradition.

Enfin, il m'a été demandé toute une série de statistiques dont je ne dispose pas, le délai étant beaucoup trop court.

Quant à la question de M. Van Parys relative au fait que la Cour de cassation a cassé non seulement l'arrêt mais aussi les jugements rendus à Bruges et a renvoyé devant la cour d'appel d'Anvers, je ne donnerai pas mon avis à ce sujet, mon interprétation pouvant servir en justice.

09.04 Tony Van Parys (CD&V) : Nous avons bien fait de poser des questions très précises. Cela nous permettra d'évaluer ce dossier sur la base d'informations précises. Si l'on en croit les dires de la ministre, la responsabilité dans cette affaire n'incombe pas au ministère public mais bien au siège, car c'est le premier président de la cour d'appel de Gand qui a décidé de modifier la composition du tribunal de Bruges. Cette décision figurait au dossier, l'avis du ministère public n'y figurait pas.

La ministre Onkelinx a ainsi clairement remis le ministre Landuyt à sa place. Je ne pourrais pas employer de meilleure formulation qu'elle. Le ministre Landuyt a déclaré à la presse que des magistrats avaient illégalement retenu des pièces de procédure. Ce n'est donc pas le cas.

Je tire deux leçons de tout ceci. La loi anti-terrorisme – si importante – a eu un effet contre-productif dans ce dossier. Il n'y a qu'un gagnant aujourd'hui : l'organisation terroriste. La deuxième leçon que j'en tire est que l'entreprise de responsabilisation des chefs de corps a également échoué : des décisions inacceptables ont en l'occurrence été prises et même couvertes. Des questions fondamentales se posent dès lors, surtout en

ce qui concerne les enquêteurs dont le travail est contrarié par de mauvaises décisions prises par les chefs de corps. Dans le cadre de toutes les réformes nécessaires en matière de justice, la responsabilisation des chefs de corps est absolument indispensable.

La réponse de la ministre apporte, selon moi, les éclaircissements souhaités mais les conclusions que j'en tire sont particulièrement douloureuses.

09.05 Claude Marinower (VLD) : Cette affaire me paraît très blessante pour la ministre et l'ensemble des magistrats féminins. Faudra-t-il désormais décider pour quelles affaires une présidence féminine est préférable et pour quelles autres une présidence masculine ?

Tous ceux qui ont collaboré à ce dossier appréhendent la situation actuelle avec un sentiment mitigé. Toute personne sensée qui dispose de quelques connaissances juridiques aurait dû savoir que cette situation n'était pas normale et entraînerait des problèmes. La défense l'avait d'ailleurs déjà évoqué au début du procès.

La loi anti-terrorisme n'a joué aucun rôle dans ce dossier mais les enquêteurs doivent éprouver des sentiments très partagés.

J'aimerais encore obtenir une réponse écrite à ma question pour savoir si cette procédure est suivie dans d'autres dossiers également.

L'incident est clos.

10 Question de M. Claude Marinower à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la mesure de la charge de travail" (n° 15081)

10.01 Claude Marinower (VLD) : En 2003, la ministre a annoncé une mesure de la charge de travail sur la base de laquelle des mesures seraient prises en vue de résorber l'arriéré judiciaire. Aujourd'hui, nous constatons que cette annonce se résume à une déclaration d'intention.

Prévoira-t-on oui ou non une mesure scientifique de la charge de travail ? A-t-on déjà une idée de la manière dont cette mesure s'effectuera ? En l'absence d'une mesure de la charge de travail, sur quelles données se basera-t-on pour déterminer les besoins en personnel ? Quelles initiatives prend-on pour supprimer les inégalités ? Une concertation est-elle menée à ce sujet avec la magistrature ?

10.02 Laurette Onkelinx , ministre (en néerlandais) : Une approche différente a été adoptée en ce qui concerne la mesure de la charge de travail du siège. L'étude scientifique relative à la faisabilité des systèmes et au transfert éventuel de l'instrument utilisé par le ministère public a été confiée à une université belge. L'étude a débuté le 1^{er} février 2007 et les résultats sont attendus pour fin juillet 2007. Les acteurs judiciaires y ont été associés.

La transmission des résultats du ministère public a pris du retard en raison de problèmes techniques avec l'instrument de mesure. Il en résulte que les premiers résultats de la charge de travail des parquets de police sont attendus pour cet été, ceux des parquets généraux pour la fin de l'automne. Les résultats des parquets de la jeunesse et des parquets civils sont attendus dans le courant de 2008.

Nous avons tout mis en œuvre pour obtenir une image complète de la charge de travail entre l'instant présent et 2008, afin que la ministre de la Justice puisse prendre les mesures indispensables. Les opérations ont toujours été menées en concertation avec les autorités judiciaires.

10.03 Claude Marinower (VLD) : La ministre rappelle une fois de plus qu'un aperçu global de la situation sera disponible d'ici à 2008. Nous ne disposons pourtant pas jusqu'à présent de résultats pratiques, ce qui est difficilement acceptable.

L'incident est clos.

11 Question de M. Claude Marinower à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la

procédure de signification" (n° 15100)

11.01 Claude Marinower (VLD) : Des questions se posent à propos des articles 27 et 28 du Code judiciaire et quelques articles du Code d'instruction criminelle. L'objectif visé est de débarrasser les services de police du travail administratif relatif à la signification en matière pénale.

La ministre pense-t-elle que la procédure de signification en matière pénale doit être modifiée, par analogie avec le mode de signification en matière civile? La distinction entre les deux modes de signification est-elle encore justifiée en vertu des articles 10 et 11 de la Constitution? Le mode de signification actuel ne nuit-il pas au citoyen? En effet, il lui est souvent posé des questions auxquelles il ne peut répondre immédiatement. La ministre dispose-t-elle de statistiques relatives au nombre d'actes remis au commissariat de police et à la mesure de la charge du travail du parquet?

11.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : La procédure de signification actuelle en matière pénale est fondamentalement différente de la procédure de signification en matière civile. Lors d'une procédure de signification en matière pénale, la charge administrative est importante pour les huissiers de justice, les services de police et les parquets lorsque la signification ne peut être notifiée à la personne même. La signification passe alors par le dépôt d'une copie d'exploit au commissariat de police. Sur place, l'huissier laisse à l'intention du destinataire un avis l'informant de la présentation de l'exploit en lui indiquant le lieu où il pourra le retirer. La police doit alors prendre toutes les mesures adéquates pour que la copie parvienne à l'intéressé dans les plus brefs délais.

Par ailleurs, le ministère public doit être informé de la remise effective de l'exploit ou de la raison de sa non-délivrance.

La remise personnelle de l'exploit revêt une grande importance dans le cadre de la signification en matière pénale étant donné les conséquences considérables que peut avoir cet aspect sur la liberté des intéressés et puisqu'il peut s'agir d'une peine de prison et de l'application de la peine. Il est essentiel, en ce qui concerne la signification, de faire courir les délais à partir d'une date déterminée et d'avoir la possibilité de recourir à certaines voies de droit.

Cette matière est étroitement liée aux notions de défaut et d'opposition, de délais de recours, de représentation à l'audience et d'ordre de comparution en personne ainsi qu'à la possibilité de prononcer un jugement ou un arrêt censé être contradictoire même si la partie impliquée était absente.

Cette question a déjà fait l'objet de discussions au sein du réseau d'expertise procédure pénale du collège des procureurs généraux. Le collège estime que le mode de signification visé à l'article 37 du Code judiciaire est en effet susceptible d'engendrer une surcharge administrative au niveau des services de police et qu'il est parfois peu efficace. Il est cependant d'avis qu'il vaut mieux, pour des raisons de sécurité juridique, maintenir le système actuel dans le cas de la signification de jugements ou d'arrêts par défaut dans le cadre desquels une peine de prison a été prononcée ou de la signification de jugements contradictoires et de significations dans le cadre d'une procédure d'extradition. Je partage cette analyse.

Il convient, avant de modifier les procédures de signification, de réfléchir au système actuel de défaut et d'opposition et de jugements réputés contradictoires. Dans cette optique, le problème est lié à la réforme Franchimont du Code d'Instruction criminelle.

De plus, la notion de « défaut » est de plus en plus contestée sur le plan européen. Certains pays ne veulent plus donner suite aux demandes d'extradition fondées sur un jugement par défaut parce qu'une fois un tel jugement rendu, il n'y a plus de droit automatique de faire opposition au jugement ni de droit à un nouveau jugement. Avant de modifier la procédure de signification, il faut se demander s'il ne conviendrait pas de prévoir systématiquement, pour les condamnés, un droit automatique de faire opposition ou de bénéficier d'un nouveau jugement.

11.03 Claude Marinower (VLD) : Au début de la législature, nous avons parlé du petit Franchimont ; pendant la législature, nous avons débattu du grand Franchimont et peut-être finirons-nous la législature, par l'effet de cette longue réponse ministérielle, avec le dernier Franchimont.

L'incident est clos.

12 Question de M. Tony Van Parys à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la présentation pour la fonction de directeur de l'Institut de formation de l'ordre judiciaire" (n° 15167)

12.01 Tony Van Parys (CD&V) : Quand des magistrats sont membres du Conseil supérieur de la Justice et que leur candidature doit être présentée pour une fonction, ils démissionnent du Conseil. Or, la présidente de la commission de nomination et de désignation du Conseil n'a pas cru bon de remettre sa démission pour faire présenter sa candidature à la fonction de directeur de l'Institut de formation de l'Ordre judiciaire. Je trouve personnellement que c'est inimaginable. Quiconque ambitionnera à l'avenir de diriger cet Institut aura inévitablement une fonction d'exemple à remplir en matière de déontologie. Quoique cela soit de la responsabilité du Conseil supérieur de la Justice, je tiens à faire valoir ce principe au moment où la ministre est appelée à promulguer un arrêté de nomination.

12.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Seules deux personnes ont déposé leur candidature. Il ne m'appartient pas d'en discuter. Le Conseil supérieur de la Justice a rendu un avis le 19 avril dernier. Le Conseil des ministres va examiner ces candidatures et cet avis lors de sa prochaine réunion.

12.03 Tony Van Parys (CD&V) : Je prends acte de la réponse du ministre. Ce serait quand même un comble que quelqu'un, qui ne sent même pas qu'il vaut mieux démissionner de la commission de nomination et de désignation avant que sa candidature n'y soit proposée, devienne directeur de l'Institut de formation de l'ordre judiciaire.

L'incident est clos.

13 Question de M. Benoît Drèze à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le détachement du personnel communal dans une fondation" (n° 15169)

13.01 Benoît Drèze (cdH) : L'article 144bis de la nouvelle loi communale permet aux administrations communales, pour la défense des intérêts communaux, de mettre des travailleurs liés à elles par un contrat de travail à la disposition d'un CPAS, d'une société de logement social ou d'une ASBL.

Une association internationale sans but lucratif, une fondation privée et une fondation d'utilité publique peuvent-elles être considérées comme des utilisateurs autorisés à bénéficier de travailleurs détachés par une administration communale ?

Le ministre de l'Emploi, à qui j'avais d'abord posé cette question, me renvoie vers vous et tout en exprimant un *a priori* négatif, résultat d'une lecture au premier degré du texte.

Pour ma part, je pense que la loi de 1921 a une philosophie transversale. Dans la négative, j'attends votre éclaircissement sur les raisons d'un traitement différent.

13.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : La loi du 2 mai 2002 comporte trois titres portant respectivement sur les associations sans but lucratif, les fondations et les associations internationales sans but lucratif.

Il m'apparaît qu'il n'y a pas d'objection à ce qu'une fondation privée ou publique ou une association internationale sans but lucratif puisse être considérée comme utilisateur autorisé à bénéficier de travailleurs détachés par une administration communale.

Néanmoins, la nouvelle loi communale est devenue une compétence des Régions. Nous sommes donc confrontés à une disposition qui, bien que relevant de la compétence régionale, fait référence à deux lois qui sont restées de nature fédérale.

Compte tenu du temps limité qui m'est imparti, ma réponse dans cette matière extrêmement complexe doit être examinée avec la prudence requise.

Pour le surplus, je renvoie au ministre de l'Emploi.

L'incident est clos.

14 Question de M. Dylan Casaer à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la prison de Termonde" (n° 15184)

14.01 Dylan Casaer (sp.a-spirit): La prison de Termonde est de nouveau le théâtre d'une grève du zèle des gardiens qui ont décidé d'appliquer le régime du samedi jusqu'au 1^{er} mai. Leurs revendications portent sur le manque de personnel et la surpopulation carcérale. Les travaux entrepris depuis les évènements de cet été sont encore en cours.

Actuellement, entre 180 et 190 détenus sont incarcérés à Termonde alors qu'il était convenu que pendant ces travaux, 175 détenus au maximum y séjourneraient.

A combien s'élève aujourd'hui le nombre de membres du personnel ? Quand en reviendra-t-on à 91 membres du personnel nommés et six contractuels ?

Une concertation avec les syndicats a-t-elle eu lieu ? Quel résultat a-t-elle donné ?

Où en sont les travaux de sécurisation ? Quel est l'état d'avancement du dossier de la construction d'une nouvelle prison ?

14.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : 10.061 détenus séjournent actuellement dans les prisons belges. Toutes les prisons sont donc surpeuplées.

La prison de Termonde compte 187 détenus. Cette semaine, 17 détenus ont été transférés vers d'autres établissements. Il a été convenu avec les syndicats de limiter le nombre de détenus à 165 pendant les travaux de sécurisation. Jusqu'à présent, ce nombre a pu être respecté grâce aux transferts indispensables mais, à présent, les autres prisons affichent complet également.

Il y a un déficit de 6,15 équivalents temps plein pour un cadre de 100,5 personnes. Depuis hier, les interviews de sélection à l'échelon local sont en cours pour compléter rapidement le cadre par le biais de contrats temporaires. Au début du mois de mai, le cadre sera encore complété par le recrutement de lauréats des examens statutaires et de mutations.

Dans une première phase, toutes les serrures ont été remplacées. Dans l'aile A, toutes les portes en bois ont été remplacées par des portes en métal. À la mi-mai, la moitié des travaux seront terminés, comme prévu. Le câblage du système de vidéosurveillance sera terminé fin avril et les caméras seront opérationnelles à la mi-mai. Le système de communication interne a été modernisé. Le périmètre de sécurité sera ensuite câblé. Les travaux de gros oeuvre des douches sont terminés alors que les travaux d'achèvement sont en cours. La rénovation de la promenade de l'aile B commencera dès la fin des congés du bâtiment.

Pour la construction de la nouvelle prison de Termonde, le plan d'exécution de l'aménagement du territoire doit être approuvé. La procédure devrait être terminée en mars 2008. Les terrains pourront alors être achetés, la construction pourra commencer fin 2008 et l'immeuble pourra être occupé à partir de 2011.

14.03 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Je suppose que l'administration continue à assurer un suivi du nombre de membres du personnel et de détenus.

L'incident est clos.

15 Question de M. Denis Ducarme à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la nomination de 24 aumôniers musulmans sur proposition de l'Exécutif des Musulmans de Belgique" (n° 15192)

15.01 Daniel Ducarme (MR) : En 2000, l'Exécutif des Musulmans de Belgique a organisé, en collaboration avec le gouvernement fédéral, une formation de quatre mois destinée à former des aumôniers musulmans. Cette formation aurait coûté près de 20.000 euros.

Sur 50 personnes candidates, 18 auraient réussi l'examen. Après le filtre opéré par la Sûreté de l'État, une quinzaine d'entre eux répondant aux exigences requises sont proclamés aumôniers le 4 novembre 2000.

Fin mars 2007, Brahim Bouhna, président de l'assemblée générale des musulmans de Belgique, présente à la presse le nom de 24 aumôniers nommés par le ministère de la Justice. Seul un lauréat sur cette quinzaine y figurait. Aucune explication n'est donnée. Les 24 aumôniers sont censés suivre une formation postérieure aux nominations.

Deux conditions supplémentaires à leur exercice sont ajoutées : la lettre de recommandation requise déjà en 2000 doit être une lettre émanant d'une mosquée et le cumul des deux fonctions est désormais interdit.

Cependant, les lauréats déboutés nous informent que bon nombre d'aumôniers cumulent plusieurs fonctions et que les aumôniers qui auraient été proposés par l'EMB sont, en partie, des personnes ayant échoué à l'examen de professeur de religion pour raison linguistique.

Si tout cela est vrai, on peut s'étonner de ce nouvel exemple de mauvaise gouvernance dans le chef de l'Exécutif des musulmans de Belgique.

Confirmez-vous que les lauréats de l'examen de 2000 se sont vus exclure de la liste proposée par l'EMB ?

15.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : En vertu de la séparation des pouvoirs, je ne peux m'immiscer dans l'organisation interne des cultes.

L'Exécutif des musulmans de Belgique m'a proposé une liste de candidats à l'aumônerie et, après une vérification de sécurité, j'ai désigné les personnes proposées ayant fait l'objet d'une attestation de sécurité positive.

15.03 Denis Ducarme (MR): Donc, vous n'êtes pas en mesure de m'indiquer si ces aumôniers ont suivi cette formation payée par le gouvernement fédéral à concurrence de 20.000 euros.

Autant l'Exécutif des musulmans de Belgique ne respecte pas un principe de continuité, autant vous ne souhaitez pas vous informer plus avant sur une possible spoliation.

Une fois de plus, je regrette que les responsabilités politiques dans ce dossier ne soient pas assumées et que l'Exécutif des musulmans de Belgique risque de se trouver à nouveau confronté à un conflit judiciaire.

15.04 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Je suis toujours disponible pour financer des formations servant à faire connaître aux intéressés le principe de séparation de l'Église et de l'État.

15.05 Denis Ducarme (MR) : Neutralité ne veut pas dire laxisme.

15.06 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Je crois que vous ne comprenez absolument rien à ce problème mais ce n'est pas grave.

L'incident est clos.

La **présidente**: C'est le dernier incident que nous aurons à clôturer au cours de cette législature.

15.07 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Madame la présidente, je vous remercie pour ces années durant lesquelles vous avez présidé la commission de la Justice.

La réunion publique de commission est levée à 12 h 43.

De vergadering wordt geopend om 10.17 uur en voorgezeten door mevrouw Martine Taelman.

01 Vraag van mevrouw Muriel Gerken aan de minister van Landsverdediging over "de follow-up van de klacht van Birmaanse vluchtelingen tegen TotalFina" (nr. 15136)

01.01 Muriel Gerkens (ECOLO): Op 27 maart heb ik minister Flahaut – die de minister van Justitie in dit dossier vervangt - tijdens de plenaire vergadering gevraagd of hij van zijn injunctierecht gebruik zou maken opdat zou worden teruggekomen op de uitspraak inzake de door Birmaanse vluchtelingen tegen TotalFina ingediende klacht wegens medeplichtigheid aan misdaden tegen de menselijkheid.

U antwoordde toen dat u die zaak nog nader moest onderzoeken.

Toen ik u op 12 april hierover opnieuw ondervroeg, zei u dat u een ontmoeting zou hebben met de vertegenwoordigers van het “weinig gemeenschappelijk vakbondsfront”, dat zich bezighoudt met de toepassing van onze genocidewet, voor u zou beslissen al dan niet van uw injunctierecht gebruik te maken.

Zal u, nu u die personen heeft ontmoet en het dossier heeft bestudeerd, de procureur-generaal vragen het arrest van het Hof van Cassatie in te trekken?

01.02 Minister André Flahaut (*Frans*): Zoals ik u heb aangekondigd, heb ik het « weinig gemeenschappelijk vakbondsfront » ontmoet dat me op de hoogte heeft gesteld van zijn argumenten en de inhoud van de krantenartikels.

Vervolgens heb ik de vertegenwoordigers van het Hof van Cassatie ontmoet.

Morgen zal ik de federale procureur ontmoeten.

Daarna zal ik al dan niet een beslissing nemen.

We zitten nog steeds binnen de vastgestelde termijnen.

01.03 Muriel Gerkens (ECOLO): Ja, tot morgen.

Is men van oordeel dat de beslissing nog vóór de periode van de lopende zaken moet getroffen worden?

01.04 Minister André Flahaut (*Frans*): Daarover bestaat er geen eensgezindheid. Ik zou liever hebben dat er nog eerst een beslissing valt. Morgen om 16 uur heb ik een ontmoeting met de federale procureur.

01.05 Muriel Gerkens (ECOLO): Vermits die ontmoeting na het vragenuurtje in de plenaire vergadering plaatsvindt, zal ik u dus niet opnieuw over die kwestie kunnen ondervragen.

01.06 Minister André Flahaut (*Frans*): Ik was van plan hem vroeger te ontmoeten, maar dat ging blijkbaar niet.

01.07 Muriel Gerkens (ECOLO): Het gaat uiteraard op de eerste plaats om een politieke beslissing. Ze zou de relatie kunnen verbeteren tussen het Hof van Cassatie en het Arbitragehof die ruziën over de interpretatie die aan de wetten moet worden gegeven.

Sinds 2003 wordt de genocidewet geschonden, wat uiteraard voor problemen zorgt. Het gevaar bestaat dat u morgen na 16 uur een negatief antwoord geeft en het Parlement daarop niet meer kan reageren.

Ik ben het niet met de werkwijze eens. Het was politiek correct geweest als men vanochtend de vraag had kunnen beantwoorden.

01.08 Minister André Flahaut (*Frans*): Ik handel nooit onder druk.

01.09 Muriel Gerkens (ECOLO): Het is geen kwestie van handelen onder druk, maar wel van een correcte omgang met het Parlement.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen wordt geschorst van 10.24 uur tot 10.31 uur.

02 Vraag van de heer Dirk Claes aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "het optreden van de burgemeester als ambtenaar van de burgerlijke stand" (nr. 14950)

02.01 Dirk Claes (CD&V): Deze vraag gaat over een onverenigbaarheid van ambtenaren van de burgerlijke stand. Een ambtenaar van de burgerlijke stand mag volgens een KB uit 1823 geen akten voltrekken van zijn eigen familieleden, zoals echtgenoten, ouders of kinderen.

Hoe strikt moet het KB geïnterpreteerd worden? Mag de burgemeester of schepen het huwelijk van zijn eigen kinderen voltrekken? Wat zijn de redenen om dit te verbieden? Als het KB wordt overtreden, is de akte dan nietig?

02.02 Minister Laurette Onkelinx (*Nederlands*): Het KB van 8 juni 1823 bepaalt inderdaad dat de ambtenaren van de burgerlijke stand geen enkele akte mogen ontvangen waarbij zij als aangever, partij of getuige optreden noch enige akte die hun echtgenoot, ouders en kinderen aanbelangt. Hij moet zich dan tijdelijk laten vervangen en mag dus het huwelijk van zijn kinderen niet zelf voltrekken. Deze tekst moet strikt geïnterpreteerd worden.

De redenen die aan de grondslag liggen van deze maatregel, zijn niet erg duidelijk. Volgens de inleiding wou het KB bepaalde onregelmatigheden uit de wereld helpen die vastgesteld werden bij het bijhouden van de registers. Waarschijnlijk heeft de wetgever rolverwarring willen vermijden.

De akte die in strijd met dit KB werd opgemaakt, is evenwel niet nietig, zolang hij maar zijn eigen huwelijk niet voltrekt, want dan zou hij ook partij bij de akte zijn.

02.03 Dirk Claes (CD&V): Als de akte toch niet nietig wordt verklaard bij overtreding van het KB, dan zullen burgemeesters en schepenen doorgaan met deze praktijk. Het KB is dan dode letter. Is de minister van plan om strenger te controleren op het naleven van dit KB?

02.04 Minister Laurette Onkelinx (*Nederlands*): Ik zal dat navragen bij mijn administratie

02.05 Dirk Claes (CD&V): Het zou goed zijn als hier duidelijkheid over komt.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Melchior Wathelet aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de barema's voor de erelonen van experts" (nr. 15188)

03.01 Melchior Wathelet (cdH): Normaal gesproken worden de barema's van de gerechtelijke experts in de loop van de maand september van het voorafgaande jaar vastgelegd. Voor 2007 zou dat echter nog niet gebeurd zijn.

Kan u die informatie bevestigen? Zo ja, waaraan is die vertraging te wijten? Wanneer zullen de barema's worden vastgelegd?

03.02 Minister Laurette Onkelinx (*Frans*): Het koninklijk besluit werd tijdens de Ministerraad van 30 maart jongstleden in eerste lezing goedgekeurd. De tekst zal weldra worden bekendgemaakt.

In afwachting daarvan gelden de tarieven die door de gerechtelijke overheden werden voorgesteld.

Verscheidene van uw collega's hebben mij over dit onderwerp ondervraagd; ik heb hen alle details gegeven.

03.03 Melchior Wathelet (cdH): Die barema's zijn niet astronomisch. Bovendien worden ze vaak met vertraging uitbetaald. Men zou er toch voor moeten zorgen dat de experts op tijd en stond worden vergoed.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Melchior Wathelet aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de rol van de psychologen-deskundigen en de geldigheid van de psychologische expertises" (nr. 15189)

04.01 Melchior Wathelet (cdH): De magistraten hebben meer en meer de neiging om geen psychologen meer toe te laten tijdens gefilmde hearings van minderjarigen waarvan men vermoedt dat zij mishandeld werden. De psychologen zouden niet langer toegelaten worden in de zaal van het gefilmde verhoor maar enkel nog in het regielokaal. Op langere termijn zouden ze helemaal geweerd worden.

Dit houdt in dat de kinderen enkel nog door een politie-inspecteur ondervraagd zouden worden en dat de analyse van de geloofwaardigheid van het relaas van de kinderen enkel nog gebaseerd zou zijn op de video-opnames van die hearings.

Sommige magistraten beslissen bovendien, in plaats van de psychologen zelf, over de te hanteren methode.

Deze evolutie komt de kwaliteit van de expertises niet ten goede. Bovendien lijkt ze mij niet gerechtvaardigd zolang er geen herziening is doorgevoerd van de ministeriële richtlijn over de audiovisuele opnames van verhoren van minderjarige slachtoffers of van getuigen van inbreuken. Daar komt nog bij dat ze de onafhankelijkheid van het wettelijk statuut van de expert ter discussie stelt. Men kan hier niet licht over heen gaan: door de expertises uit te voeren, zetten die mensen immers hun professionele aansprakelijkheid op het spel.

Bent u op de hoogte van het probleem? Wat is uw houding in dit dossier? Zijn er hier geen toelichtingen vereist? Bent u van plan om de bovenvermelde omzendbrief aan te passen en in welke zin?

04.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): De circulaire van 16 december over de audiovisuele opname van het verhoor verduidelijkt inderdaad in welke omstandigheden dit verhoor moet plaatsvinden.

Het videoverhoor gebeurt telkens door een speciaal daartoe opgeleide en door de magistraat aangewezen politieambtenaar. Hij is de enige die het kind vragen mag stellen en dat moet op een niet-suggestieve manier gebeuren.

Het is strikt noodzakelijk dat de deskundige neutraal blijft en zich buiten het verhoor houdt, precies om een onpartijdige expertise te kunnen uitvoeren.

Gevolg gevend aan het advies van een ruime meerderheid van de betrokken actoren, bepaalt de circulaire dat de deskundige aanwezig is in het regielokaal. Ze bepaalt voorts dat, wanneer de magistraat beslist dat de expert het verhoor in het verhoorlokaal mag bijwonen, hij in geen geval het woord mag nemen.

De circulaire wil enerzijds een kwaliteitsvol en niet-suggestief verhoor door de opgeleide politieambtenaar en anderzijds een onafhankelijk en neutraal deskundigenonderzoek mogelijk maken. We hebben een aantal beruchte processen gekend, zoals dat van Outreau in Frankrijk, die ons ter zake tot voorzichtigheid moeten aanmanen.

Ik heb overigens geen weet van bijzondere problemen die een herziening van de circulaire van 2001 zouden rechtvaardigen.

04.03 Melchior Wathelet (cdH): Ik denk niet dat de omzendbrief absoluut moet worden herbekeken. Ik had berichten gekregen dat de omzendbrief niet altijd wordt toegepast. De experts mochten dus niet aan de zitting deelnemen. Er gaat van hen een echte vraag uit om aanwezig te zijn. Uw verklaringen zouden opnieuw kunnen bevestigen dat hun aanwezigheid belangrijk is bij deze zittingen.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Tony Van Parys aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "het rapport van Europol (OCTA 2007) over de drugtrafiek in België" (nr. 15059)

05.01 Tony Van Parys (CD&V): In de Belgische bijdrage aan het Europolrapport over de georganiseerde criminaliteit 2007 wordt een aantal opvallende vaststellingen gedaan over de drugtrafiek in ons land. Zo blijkt de consumptie van cocaïne in vijf jaar tijd verdubbeld. Door het Nederlandse vervolgingsbeleid heeft de productie van synthetische drugs zich bovendien naar ons land verplaatst.

Meer dan problematisch is ook dat de havens van Antwerpen en Zeebrugge de voornaamste leveringsplaatsen van cocaïne zijn. Zuid-Amerikaanse criminele organisaties ontwikkelen via Antwerpen nieuwe distributieroutes. De distributie in België gebeurt door Marokkaanse bendes. Blijkbaar werken deze organisaties vaak via legale bedrijfskanalen en krijgen speurders, getuigen en informanten steeds vaker met geweld en intimidatie te maken.

Kan de minister de vaststellingen uit het Europolrapport bevestigen?

05.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): De vaststellingen in de Belgische bijdrage aan het *Organised Crime Threat Assessment 2007* worden door Europol in vertrouwelijkheid verwerkt. Ik kan niet ingaan op de inhoud ervan voordat het rapport publiek is gemaakt.

De strijd tegen de synthetische drugs is een prioriteit in het nationale veiligheidsplan. De federale politie stelde ook een strategische analyse op over de cannabisplantages. Op basis daarvan werd ook een actieplan uitgewerkt.

In het jaarrapport 2005 van Europol over de georganiseerde criminaliteit in België werd al gewezen op de betrokkenheid van Turkse organisaties in de heroïnehandel en van Marokkaanse organisaties bij de heroïnedistributie. Ook de rol van de zeehavens in de drugtrafiek werd in dit rapport onderstreept.

De federale politie werkt momenteel aan het nationale politionele veiligheidsbeleid, dat de basis zal vormen voor het nationale veiligheidsplan 2008-2011. Daarin zal ook rekening worden gehouden met het OCTA-rapport 2007.

De politie en het gerecht hebben hun strategieën reeds aangepast om deze fenomenen aan te pakken. Ik denk aan het plan *Market Deal*, waarmee vorig jaar aardig wat drugpanden werden aangepakt.

05.03 Tony Van Parys (CD&V): De minister verwijst naar de vertrouwelijkheid van het rapport, maar het gaat over informatie die de Belgische overheid aan Europol heeft doorgegeven. Ik zie niet in wat daar zo vertrouwelijk aan is en waarom wij niet over deze informatie zouden mogen debatteren. Een open debat over deze problematiek is essentieel. Ik stel trouwens vast dat de minister de vaststellingen niet tegenspreekt, integendeel. De vaststellingen zijn uiterst zorgwekkend en moeten een prioriteit vormen voor het beleid.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Bart Laeremans aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de nieuwe cellen in het gerenoveerde gebouw Portalis" (nr. 15128)

06.01 Bart Laeremans (Vlaams Belang): De Brusselse politie eist dat er dringend aanpassingen worden gedaan aan de ondergrondse cellen in het gerenoveerde Portalisgebouw. Er blijken geen toiletten te zijn, de deuren draaien in de verkeerde richting en de camerabewaking is ondermaats. Als deze aanpassingen niet gebeuren, dan weigert de korpschef de gebouwen in gebruik te nemen.

Wat is de reactie van de minister op deze grieven van de politie? Waarom wil Justitie de nodige aanpassingen niet doen? Wanneer zullen de cellen in gebruik kunnen worden genomen?

06.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): De Brusselse politie heeft mij inderdaad op de hoogte gebracht van de problemen met het cellencomplex in het Portalisgebouw. Veel van deze opmerkingen werden ook al gemaakt door de FOD Justitie en de Regie der Gebouwen bij de aanvaarding van het gebouw.

De eigenaar is hier ondertussen aan tegemoet gekomen.

In 2005 hebben de FOD Justitie en de Brusselse politie samen beslist over de inrichting van het cellencomplex. Die plannen werden vervolgens consequent uitgevoerd.

Op 20 april 2007 heeft de Ministerraad een ontwerp-KB goedgekeurd over de minimumnormen, de inplanting en het gebruik van de door de politie gebruikte opsluitingsplaatsen. Daarmee komt er een instrument voor een uniforme toepassing van de veiligheidsvoorzieningen. Er is ook voorzien in overgangsmaatregelen voor de aanpassing van bestaande opsluitingsplaatsen.

In het cellencomplex van het Portalisgebouw zijn sanitaire voorzieningen aanwezig in zes cellen en op een centrale plaats voor de andere cellen. Er is ook in een toilet voor mindervaliden en een doucheruimte voorzien. In de cellen waar geen sanitair is, zijn wel de nodige leidingen aanwezig. Mocht dat nodig blijken, kan er dus altijd nog sanitair worden geïnstalleerd.

(Frans) Overeenkomstig de akkoorden die toentertijd tussen de veiligheidshoofden van de FOD Justitie en de Brusselse politie werden gesloten, werd beslist om de celdeuren naar binnen te laten opendraaien. Maar men zal niettemin onderzoeken of men die richting kan omkeren.

Overeenkomstig de akkoorden werd de nodige uitrusting voor de camerabewaking in het complex aangebracht. De gevangenen moeten echter over een minimum aan intimiteit kunnen beschikken.

De recentste aanpassingen zullen met de rechtstreeks betrokken partijen tijdens een vergadering besproken worden.

06.03 Bart Laeremans (Vlaams Belang: De uithaal van de Brusselse politieverantwoordelijke heeft dus zijn nut gehad. Nu wordt er tenminste geluisterd en gebeuren de nodige aanpassingen.

Slechts in zes van de veertig cellen is er sanitair aanwezig. Ik raad aan ook in de andere cellen sanitair te installeren. Het overbrengen van gevangenen naar de wc's kost de politie veel tijd.

De minimumnormen worden vrij laattijdig naar voren geschoven. Er wordt een heel gebouw met cellen neergezet zonder dat daar minimumnormen voor bestaan. Ik begrijp dat niet goed. We zullen dit dossier opvolgen. In elk geval hoop ik dat de aanpassingen zo snel mogelijk gebeuren, zodat die cellen snel in gebruik kunnen worden genomen.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Roel Deseyn aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "belspelletjes" (nr. 15137)

07.01 Roel Deseyn (CD&V): De minister heeft vroeger aangegeven dat ze graag op de problematiek van de belspelletjes terug zou komen. Het is goed dat nu te doen omdat de Kansspelcommissie de dossiers heeft kunnen onderzoeken.

Het was wel degelijk nodig dat ter zake een en ander bewoog en dat het dossier in de media werd gebracht, want nu zeggen de productiehuisen zelf dat zij een en ander hebben gedaan om zich te conformeren en om de zaak transparanter te maken. Wij zijn er zeker nog niet. Vandaar dat ik graag tijdens deze laatste commissievergadering een balans wil opmaken en dat ik enkele kritische vragen wil stellen over de uitwerking van het koninklijk besluit. Betrokkenen signaleren immers uitvoeringsproblemen.

Er werd een aantal machtigingen verleend. Werden er ook aanvragen geweigerd? Zijn er dan

spelmethodeken die niet langer uitgezonden mogen worden?

Licenties zijn er ondertussen niet verleend, enkel vergunningen die gemakkelijk ingetrokken zouden kunnen worden. Dat is erg dubbelzinnig. Ik meen dat dit te maken heeft met het feit dat de producenten zich niet konden conformeren omdat het KB op bepaalde punten onuitvoerbaar was in de praktijk. Welke status hebben die vergunningen? Zijn die tijdelijk? Worden die aan een evaluatie onderworpen? Wanneer kan een echte licentie zoals beschreven in het KB, verkregen worden?

Wanneer klachten toekomen bij de productiehuisen of de zenders, moeten die worden doorgegeven aan de Kansspelcommissie. Hoeveel klachten heeft de Kansspelcommissie al ontvangen ingevolge artikel 6 van het KB?

Artikel 9 is het moeilijkst uit te voeren van het hele KB. Daarin wordt gezegd dat er een akkoord gesloten moet worden tussen de zender, het productiehuis, het telecombedrijf en de dienstverlener. Er moet een soort protocol zijn om volumebellers te waarschuwen. Dat blijkt bijzonder problematisch te zijn in de praktijk. Als dat onuitvoerbaar is, hoe kunnen zij dan verder blijven uitzenden? De enige sanctie waarin voorzien is voor producenten die zich niet conformeren aan het volledige KB, is dat ze geen belspelletjes meer mogen uitzenden.

07.02 Minister **Laurette Onkelinx** (Nederlands): Begin dit jaar werden bij de Kansspelcommissies vijf dossiers over belspelen ingediend. Vier van de vijf werden goedgekeurd, voor het vijfde loopt het onderzoek nog.

De spelletjes worden sinds 2004 uitgezonden en intussen ontving de Kansspelcommissie meerdere klachten. Telkens werd door het parket een pv opgesteld. Eind 2004 werden de belspelletjes uitgesloten van het toepassingsgebied van de Kansspelwet, mits naleving van het KB van 10 oktober 2006. Pas na beoordeling van een dossier kan de Kansspelcommissie op basis van het KB ingrijpen. De belspelletjes die vandaag worden uitgezonden, zijn in regel met het KB. Slechts één spelaanbieder pleegde de voorbije weken nog een aantal inbreuken. Hij werd daarop gewezen en zal van nabij gevolgd worden.

Tijdens het onderzoek van de aanvragen werden controles uitgevoerd, onder meer bij facilitatoren en bij een organisator. De weinige onnauwkeurigheden die aan het licht kwamen, zijn ondertussen allemaal bijgestuurd.

Totnogtoe werden de goedkeuringen aan een evaluatietermijn van een maand gekoppeld. Binnen die termijn moesten de vastgestelde pijnpunten opgelost zijn.

De Kansspelcommissie ontving al tweehonderd klachten, die grotendeels te maken hebben met de termijn van uitbetaling van de prijzen. Er werden nog geen akkoorden gesloten.

Er is sprake van een probleemspeler als sociale contacten door het spel verwateren, de persoon geen tijdbesef meer heeft, hij er schulden voor opbouwt, hij erom liegt of onrealistische verwachtingen koestert. Een lijst van probleemspelers werd nog niet aan de operatoren doorgespeeld, maar de Kansspelcommissie is wel van plan om dat te doen.

De Commissie zal in de komende maanden de nodige stappen zetten om na te gaan of iedereen monitort zoals het hoort. Het monitoren wordt uitgevoerd op prefix 0905 en betreft momenteel dus een breder publiek dan de spelers.

Artikel 9.4 treedt pas na een goedkeuring in werking, maar dat neemt niet weg dat de Commissie aan alle betrokkenen al meermaals inlichtingen heeft gevraagd en ze ook telkens gekregen heeft.

De Kansspelcommissie is van plan tweemaal per jaar een evaluatie van het KB te houden.

Volgens het burgerlijk wetboek kunnen minderjarigen geen contracten afsluiten. Zij kunnen alleen vooraf betaalde kaarten kopen. Het is wel mogelijk dat minderjarigen oproepen verrichten die gefactureerd worden aan de ouders. Het is dan aan de ouders om hun verantwoordelijkheid op te nemen, bijvoorbeeld door bepaalde oproepen te laten blokkeren. Een regelgevend initiatief waarbij de oproepen van minderjarigen niet betaald zouden moeten worden, is onmogelijk. Er zou misbruik van gemaakt worden en het is onmogelijk te controleren. Bovendien worden minderjarigen ontmoedigd, omdat winnaars een kopie van hun identiteitskaart moeten opsturen.

Er is nog niet veel onderzoek gedaan naar verslaving aan blespeeltjes, maar uit beschikbare gegevens lijkt het een marginaal gegeven te zijn.

07.03 Roel Deseyn (CD&V): Uit het antwoord van de minister blijkt duidelijk dat er geen protocollen zijn. Dat zorgt ervoor dat het KB in essentie onuitvoerbaar is. Technisch zijn zulke protocollen trouwens maar zeer moeilijk haalbaar, mits grote investeringen bij de telecomoperatoren. Een lijst van probleemspelers is niet beschikbaar en ook dat illustreert de onvoldragenheid van het KB.

Als een spel over programmagrenzen heen gaat, dan wordt het voor de spelers wel erg onduidelijk.

Momenteel worden enkel tijdelijke vergunningen afgeleverd en heerst er dus een soort gedoogbeleid. Op de echte licenties is het nog wachten.

Ik wil de spelletjes niet verbieden, als ze maar goed worden begeleid en gereguleerd. Aanpassingen aan het KB zijn nodig, evenals een goede screening van het aanbod van dergelijke spelletjes.

Het incident is gesloten.

08 Samengevoegde vragen van

- de heer **Éric Libert** aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de oproep van 25 Nederlandstalige burgemeesters van gemeenten uit het arrondissement Halle-Vilvoorde om de parlementsverkiezingen van 10 juni 2007 te boycotten en het gevolg dat hieraan wordt gegeven" (nr. 15145)
- de heer **Éric Libert** aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de oproep om de parlementsverkiezingen van 10 juni aanstaande te boycotten in de gemeenten van Halle-Vilvoorde" (nr. 15161)
- de heer **Bart Laeremans** aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "het misbruiken van het Brusselse gerecht voor partijpolitieke doeleinden" (nr. 15178)

08.01 Éric Libert (MR): Mijn vragen hebben niets gemeen met die van de heer Laeremans.

Het nieuwe verzet van de vierentwintig Nederlandstalige burgemeesters van de gemeenten van Halle-Vilvoorde is de aanzet van een revolutionaire beweging die de Staat wil lam leggen. In 2003 en 2004 deed zich hetzelfde voor. Dit is een staaltje van onburgerlijk gedrag. Volgens de artikelen 151, 233 en 234 van het Strafwetboek vormt de samenspanning van ambtenaren een inbreuk. Bovendien zou de Vlaamse minister van Binnenlands Bestuur geenszins voornemens zijn die burgemeesters te sanctioneren; integendeel, hun rebellie wordt beloond.

Het stemrecht is een fundamenteel politiek recht en om de naleving ervan te garanderen is een krachtdadige houding vereist van de minister van Justitie, die over een positief injunctierecht beschikt. Zal u de territoriaal bevoegde parketten instructies geven om de weerspannige burgemeesters te vervolgen?

Welke maatregelen zal u voorts nemen – met name bij de bevoegde Orden – ten aanzien van de oproep tot burgerlijke ongehoorzaamheid van het Halle-Vilvoorde-comité en de Vlaamse Beweging gericht aan de Nederlandstalige advocaten van de balie van Brussel en de Nederlandstalige notarissen en gerechtsdeurwaarders van het gerechtelijk arrondissement Brussel? Die oproep tot een boycot moet officieel

worden veroordeeld.

08.02 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Het is onvoorstelbaar dat een Kamerlid bij het gerecht een politiek geïnspireerde klacht indient om zichzelf te profileren. Daar komt nog bij dat datzelfde lid de minister van Justitie vervolgens vraagt of ze ter zake haar injunctierecht zal gebruiken. Dit getuigt van een volledige vermenging van politiek en gerecht en van misbruik van het gerecht. Het is verregaand dat de heer Libert wil dat iedereen wordt vervolgd die niet aan de verkiezingen wil deelnemen wegens de ongrondwettelijkheid ervan. Dit geeft het vertrouwen in het gerecht een enorme deuk.

Toen de heer Libert drie jaar geleden een soortgelijke klacht indiende, reageerde het gerecht door de burgemeesters te intimideren. Nochtans hadden die enkel een symbolische actie gevoerd door geen medewerking te willen verlenen aan een illegale verkiezing. Dat het gerecht zo brutaal reageerde in een overvraagd arrondissement met veel criminaliteit, kon er bij de bevolking niet in. Overigens zijn de burgemeesters inmiddels meermaals buiten vervolging gesteld. Gaat het gerecht zich nogmaals te buiten aan intimidatieacties tegen eerbare burgers, dan zal de splitsing van het gerechtelijk arrondissement alleen maar dringender worden.

De actie die de heer Libert zo hekel, getuigt van civisme. De burgemeesters willen immers enkel dat de Grondwet wordt nageleefd, dat de verkiezingen in het hele land per provincie worden georganiseerd en dat gevolg wordt gegeven aan een arrest van het Arbitragehof. Door niet op die vragen in te gaan, getuigt de regering van incivisme. De heer Libert maakt trouwens deel uit van een schepencollege dat illegaal lijsten aanlegt. Het is dus erg kras dat uitgerekend hij anderen van incivisme beschuldigt.

08.03 Éric Libert (MR): De heer Laeremans is niet gemachtigd om op mijn vraag te antwoorden. Ik protesteer!

De **voorzitter**: Net als u vind ik de houding van de heer Laeremans niet correct. Maar hij heeft een vraag ingediend en overeenkomstig het Reglement krijgt hij het woord.

08.04 Éric Libert (MR): Als u zich niet aan het onderwerp van uw vraag houdt, zal ik u beletten verder te spreken.

08.05 Bart Laeremans (Vlaams Belang): De heer Libert zal me het woord niet ontnemen. Hij bezondigt zich trouwens zelf aan incivisme.

De **voorzitter**: Het komt de heer Laeremans niet toe hier commentaar te geven op collega's.

08.06 Bart Laeremans (Vlaams Belang): De voorzitter zal de inhoud van mijn vragen toch niet beoordelen?

De **voorzitter**: Het is niet de bedoeling dat collega's elkaar beginnen uit te schelden. De heren Libert en Laeremans beperken zich best tot de vragen die ze willen stellen.

08.07 Bart Laeremans (Vlaams Belang): In een parlementair debat is het gebruikelijk dat kritiek kan worden gegeven op collega's.

In Brussel-Halle-Vilvoorde wordt de wet niet nageleefd. Zo zouden de kiesbrieven in de facilitéitengemeenten in het Nederlands moeten worden verstuurd, maar onder invloed van de heer Libert gebeurt het omgekeerde. De bevolking van Sint-Genesius-Rode mag voor de kosten opdraaien.

08.08 Éric Libert (MR): Volgens mij heeft u uw spreektijd uitgeput.

08.09 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Het is niet de taak van de heer Libert om mijn spreektijd te bepalen, al weet ik best dat hij zich als een dictator gedraagt.

Wat was de totale kostprijs van de gerechtelijke acties tegen de burgemeesters naar aanleiding van de vorige verkiezingen? Hoeveel manuren verspilden politie en gerecht na de dwaze klacht van de heer Libert? Werden er nu opnieuw klachten ingediend? Door wie? Zal ook aan die klachten gevolg worden gegeven?

Wordt andermaal overheidsgeld verspild?

08.10 **Éric Libert** (MR): Mevrouw de voorzitter, u moet de heer Laeremans onderbreken.

Deze klucht heeft nu lang genoeg geduurd!

08.11 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Ik heb er kennis van genomen dat sommige gemeentebesturen van de zone Halle-Vilvoorde-Brussel de organisatie van de parlementsverkiezingen willen boycotten.

De gemeenten moeten hun bijdrage leveren aan de organisatie van de verkiezingen. Indien zij in gebreke blijven is het aan de gouverneur van de Provincie Vlaams-Brabant, die optreedt onder het gezag van de federale minister van Binnenlandse Zaken, om de nodige maatregelen te nemen.

De minister van Binnenlandse Zaken heeft er trouwens aan herinnerd dat de gouverneur de nodige maatregelen zou nemen.

Het arrest van het Arbitragehof van 26 mei 2003 stelt dat, indien de provinciale kieskringen worden behouden, de huidige organisatie van het arrondissement Halle-Vilvoorde-Brussel kan worden behouden tot het officiële einde van de huidige zittingsperiode. De organisatie van deze verkiezingen leeft dus het arrest zeer nauwkeurig na.

Het feit dat overheden zich verzetten tegen het houden van de parlementsverkiezingen zou kunnen vallen onder artikel 151 van het Strafwetboek dat slaat op de inbreuk op de vrijheden die wordt gepleegd door een ambtenaar en onder artikelen 233 tot 236 van het Strafwetboek betreffende het misdrijf van samenspanning van ambtenaren.

Het gaat natuurlijk niet om onschuldige daden zonder gevolg. Het is onaanvaardbaar dat overheden de burgers verhinderen deel te nemen aan de verkiezing van hun vertegenwoordigers.

Elke minister van Justitie zou zich zwaar aan zijn verantwoordelijkheden onttrekken als hij niet zou reageren wanneer openbare mandatarissen aankondigen dat zij van plan zijn de strafwet niet na te leven en als zij al lijken te zijn begonnen de strafwet te overtreden door hun weigering om de kiezerslijsten op te stellen.

Ik heb het Brusselse parket dus gevraagd om na te gaan of die overtredingen wel degelijk werden begaan.

(*Nederlands*) Bij het parket werd slechts één klacht ingediend. Het is materieel niet mogelijk om exact te becijferen wat voor kosten die actie met zich heeft meegebracht.

(*Frans*) Op dit ogenblik is er geen sprake van dat ik mijn positief injunctierecht zou gebruiken. Ik wacht de resultaten van het onderzoek van het parket af.

Wat de mogelijkheid betreft dat een aantal burgers de verkiezingen zou willen boycotten, dicht u de betrokkenen bepaalde bedoelingen toe. Zelf heb ik vertrouwen in de burgers.

08.12 **Éric Libert** (MR): Ik verwijt de burgers die zich zouden laten intimideren door de oproep om de verkiezingen te boycotten niets. Het is om hen te steunen dat ik die vraag heb gesteld.

Wat het juridische aspect van de zaak betreft, vereist de inbreuk 'samenspanning van ambtenaren' niet dat er een begin van uitvoering is. Er is sprake van samenspanning van ambtenaren zodra er beraming en overeenstemming is, er een standpunt wordt ingenomen en een beslissing wordt genomen. Dat is reeds het geval.

U ervaart de toestand als zeer ernstig, want u heeft het parket van Brussel opgedragen uiterst waakzaam te zijn en zal zo nodig van uw positief injunctierecht gebruik maken. Ik zou u daar dankbaar voor zijn.

Op politiek vlak staat niet handelen soms gelijk met een daad van medeplichtigheid met verstreckende

gevolgen.

U beschikt over het vermogen een staatsgreep te voorkomen en u maakt er geen gebruik van!

De toestand is ernstig en getalm is uit den boze. Niet alleen de Franstaligen uit de hoofdstad en de rand, maar alle democraten in dit land onderschrijven vandaag mijn oproep en willen dat u ingrijpt.

08.13 Bart Laeremans (Vlaams Belang): De minister geeft een eigenaardige interpretatie aan het arrest van het Arbitragehof. Het Hof heeft duidelijk gezegd dat deze kwestie tegen de verkiezingen van 2007 opgelost moest zijn en niet nog eens naar 2011 versluisd kon worden, zoals de regering nu gedaan heeft.

De minister verdraait ook de intenties van de burgemeesters. Zij willen helemaal de burgers niet verhinderen om hun stem uit te brengen, zij stellen alleen vast dat deze verkiezingen ongrondwettelijk zijn en in strijd met het territorialiteitsbeginsel. De organisatie van de verkiezingen komt door hun actie trouwens niet in het gedrang.

Dat het Brusselse parket toch tijd heeft moeten steken in een onderzoek is onbegrijpelijk, gelet op de grote achterstand die er daar al bestaat. De minister was beter niet ingegaan op deze partijpolitieke vraag. Zij probeert de zaak te minimaliseren door te zeggen dat het maar om één klacht gaat, maar die klacht heeft er wel toe geleid dat de burgemeesters ondervraagd zijn door een ploeg politieagenten. De heer Libert heeft alle proceduremiddelen ingezet, dit alles om uiteindelijk te komen tot een buitenvervolginstelling. De burgemeesters en ook de bevolking van de betrokken gemeenten hebben dit terecht als pure intimidatie ervaren. Deze dwaze klacht beschadigt ook de goede naam van het gerecht, dat zich inlaat met partijpolitieke spelletjes terwijl het andere werk blijft liggen.

Ook de minister zelf is in gebreke gebleven. Zij had van deze regering de opdracht gekregen om het gerechtelijk arrondissement te splitsen, maar ook daar is niets van in huis gekomen.

Het incident is gesloten.

09 Samengevoegde vragen van

- de heer **Tony Van Parys** aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "het dossier DHKP-C" (nr. 15168)

- de heer **Claude Marinower** aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "het arrest inzake DHKP-C" (nr. 15173)

09.01 Tony Van Parys (CD&V): Als gevolg van een arrest van het Hof van Cassatie gaan de leden van DHKP-C vrijuit, niet omdat hun betrokkenheid bij terroristische activiteiten betwist wordt, maar louter omwille van een procedurefout in de besluitvorming voor de behandeling ten gronde, waardoor de rechtbank een andere samenstelling had dan normaal.

De minister van Mobiliteit heeft in de pers verklaard dat "het niet door de beugel kan dat magistraten procedurestukken achterhouden of vervalsen" en dat "de procureur blijkbaar de rechter gekozen heeft". Indien deze voorstelling van zaken juist is, dan kan dit natuurlijk niet zonder gevolgen blijven voor de betrokken magistraten. Zijn deze beweringen echter onjuist, dan kan dit mijns inziens niet zonder gevolgen blijven voor de heer Landuyt.

Hoe is de besluitvorming in de aanloop naar het proces verlopen? Wat was het standpunt van het openbaar ministerie ten aanzien van de andere samenstelling van de correctionele rechtbank van Brugge? Werden de adviezen van het OM en van de eerste voorzitter van Gent aan het dossier toegevoegd? Wat is het statuut van deze documenten?

Waarom stuurde de minister een brief naar de procureur-generaal te Gent? Wat was zijn reactie?

Wat heeft het onderzoek en het proces tot dusver gekost?

Verliezen de verdachten een aanleg door de verwijzing naar het Hof van Beroep van Antwerpen?

Wat is de stand van de procedure voor de uitlevering van mevrouw Erdal?

09.02 Claude Marinower (VLD): Het verwondert mij dat de heer Van Parys, die toch een eminent jurist is en een voormalig Justitieminister, vandaag zo mild is. Deze zaak - waarin mensen wegens terrorisme worden vervolgd - is belangrijk voor het imago van onze Justitie. Het Hof van Cassatie vernietigde in zijn arrest de vorige beslissingen, omdat belangrijke informatie zou zijn achtergehouden. Het zou gaan om stukken die tot twee dagen voor de behandeling door het Hof van Cassatie niet in het dossier zaten.

Na het beroep tegen de uitspraak van de correctionele uitspraak van de rechtbank te Brugge, heeft de verdediging reeds bij aanvang van de behandeling van de zaak voor het hof van beroep te Gent een verzoek tot wettige verdenking tegen dit hof ingediend.

Het is duidelijk dat de stukken die naar het Hof van Cassatie zijn gezonden net vóór de behandeling, meer dan waarschijnlijk niet in het dossier van het hof van beroep in Gent zaten toen dit verzoek werd behandeld. Zoals het volgens mij ook duidelijk is dat de opmerkingen over de detachering van een rechter uit de rechtbank van eerste aanleg in Dendermonde van bij de aanvang door de verdediging werden ingeroepen.

Waarom zou een rechtbank van eerste aanleg in Brugge, die dag in dag moeilijke zaken behandelt, plotseling niet de nodige bekwaamheid aan de dag zou kunnen leggen om die zaak te behandelen? Is dit een gebruikelijke maatregel? Hoe dikwijls is het in deze regeerperiode voorgekomen dat er voor een dossier werd gedetacheerd? Op wiens verzoek is deze detachering er gekomen en wanneer werd die aangevraagd? Welke adviezen werden er verstrekt en wat was daarbij de voornaamste overweging? Klopt het dat een aantal belangrijke stukken over deze detachering pas twee dagen voor de behandeling door het Hof van Cassatie bij het dossier werden gevoegd en waarom? De minister zou hierover een brief geschreven hebben. Wat is de inhoud van die brief en kreeg zij een antwoord? Wie draagt de verantwoordelijkheid? Klopt het dat bepaalde stukken werden achtergehouden en welke gevolgen heeft dat?

09.03 Minister Laurette Onkelinx (*Frans*): De uitspraken van de minister van Mobiliteit slaan op een dossier dat hij niet kent en waar hij niet bevoegd voor is. Dat is toch ongehoord. In de zogenaamde DHKP-C zaak heeft het Hof van Cassatie geen enkele fout aangestipt. Het heeft zich gebaseerd op de notie 'schijn van partijdigheid'.

De pers is niet verplicht een onpartijdige houding aan te nemen. Het is haar goed recht om de stelling van één van de partijen van het proces in de verf te zetten, voor zover het vermoeden van onschuld gerespecteerd blijft. Ik heb de Gentse procureur over deze zaak ondervraagd. Zijn antwoorden leken me klaar en duidelijk en ze werden overgemaakt aan de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie.

Het is niet meer dan normaal dat het federaal parket contact opneemt met de lokale gerechtelijke instanties om algemene informatie te verstrekken over de behandeling van de dossiers waarvoor het parket de strafvordering instelt. Het is aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg en aan de voorzitter van de correctionele kamer om te beslissen welke maatregelen nodig zijn om de openbare orde en de veiligheid te garanderen. Deze beslissing moet in alle onafhankelijkheid genomen worden, waarbij het parket enkel beschouwd mag worden als één van de partijen in het geding. Volgens de heer Schins is dit wat er gebeurd is toen destijds het zogenaamde DHKP-C- proces plaatsvond in Brugge.

De procureur-generaal van Gent was het niet eens met die detacheringsaanvraag. Het Hof van Cassatie vestigde de aandacht op de redenen waarop die kamervoorzitter zich beriep. Omdat de federale procureur had laten verstaan dat het proces erg gevoelig zou liggen, achtte ze het gepast dat de kamer door een ervaren, mannelijke rechter zou worden voorgezeten. Ik ben gechoqueerd door dat gebrek aan verantwoordelijkheidszin, in de eerste plaats als vrouw en als minister des te meer.

Ik weet niet waarom die magistrate door haar oversten werd gedekt. Wellicht moet het Hof van Cassatie die zaak uitspitten.

Ten derde werd het negatieve advies van de procureur-generaal van Gent om twee redenen niet bij het dossier gevoegd. Enerzijds is dat niet wettelijk verplicht. Anderzijds had procureur-generaal Schins de

vermelding 'persoonlijk en vertrouwelijk' op zijn advies genoteerd. Hij liet zich erg kritisch uit over het feit dat de rechter te Brugge de hulp van een mannelijke magistraat wou inroepen, en dat de eerste voorzitter van het hof van beroep de indruk had gewekt dat hij het verzoek van de Brugse rechtbank wou inwilligen zonder het standpunt van de procureur-generaal van Gent te kennen. Vermits de beschikking in het dossier aanwezig was, konden de advocaten inzage vragen in alle briefwisseling omtrent die detachering, wat trouwens in april 2007 is gebeurd.

Op dit ogenblik is het niet mogelijk om de kostprijs van het onderzoek en van de procedure te bepalen voor een dossier dat geopend werd in de jaren negentig.

Wat betreft de uitleveringsaanvragen van Turkije voor Fehriye Erdal, werd er één afgewezen en zijn er nog twee hangende, aangezien een uitleveringsaanvraag niet behandeld kan worden via een procedure in absentia. In elk geval zijn de uitleveringsaanvragen opgeschort zolang er in België een strafprocedure loopt over de inbreuken waar de uitleveringsaanvragen naar verwijzen.

Ten slotte werden er mij een heleboel statistieken gevraagd waar ik nog niet over beschik omdat de termijn veel te kort is.

Op de vraag van de heer Van Parys over het feit dat het Hof van Cassatie niet alleen het arrest maar ook de vonnissen in Brugge verbroken heeft en de zaak doorverwezen heeft naar het Hof van beroep in Antwerpen, zal ik geen antwoord geven aangezien mijn interpretatie gebruikt kan worden in de rechtbank.

09.04 Tony Van Parys (CD&V): Het is goed dat we heel precieze vragen hebben gesteld, zodat wij dit dossier kunnen beoordelen op basis van precieze informatie. Volgens de informatie van de minister ligt de verantwoordelijkheid niet bij het openbaar ministerie, maar wel bij de zetel, want het was de eerste voorzitter van het hof van beroep te Gent die besliste om een andere samenstelling te organiseren voor de rechtbank van Brugge. Deze beslissing zat in het dossier, maar het advies van het openbaar ministerie niet.

Minister Onkelinx zet minister Landuyt op een duidelijke manier op zijn plaats. Ik zou het niet beter dan zij kunnen formuleren. Minister Landuyt heeft in de krant verklaard dat magistraten kwaadwillig procedurestukken hebben achtergehouden. Dat blijkt dus niet te kloppen.

Ik trek hier twee lessen uit. De zo belangrijke antiterrorismewet heeft in dit dossier een contraproductief effect gehad. Er is vandaag maar één winnaar: de terroristische organisatie. De tweede les is dat de responsabilisering van de korpsoversten ook al gefaald heeft: hier werden beslissingen genomen en gedekt die duidelijk niet door de beugel konden. Dat roept fundamentele vragen op, zeker bij de speurders, die hun werk gedwarsboomd zien door slechte beslissingen van de korpsoversten. In het kader van alle hervormingen die nodig zijn in Justitie, is de responsabilisering van de korpsoversten absoluut noodzakelijk.

Het antwoord van de minister is volgens mij verhelderend, maar de conclusie van het verhaal is bijzonder pijnlijk.

09.05 Claude Marinower (VLD): Deze kwestie lijkt me erg pijnlijk voor de minister en voor alle vrouwelijke magistraten. Zal men in de toekomst misschien bepalen welke zaken best door vrouwelijke of door mannelijke magistraten worden voorgezeten?

Al wie zich heeft ingezet voor deze zaak, aanschouwt wat nu gebeurt met gemengde gevoelens. Iedereen met gezond verstand en een zekere juridische kennis kon weten dat deze gang van zaken niet normaal was en tot problemen zou leiden. De verdediging heeft het zelfs aan het begin van het proces al opgeworpen.

De terrorismewet op zich heeft in deze zaak geen rol gespeeld, maar de speurders moeten toch met erg gemengde gevoelens zitten.

Graag zou ik schriftelijk nog een antwoord krijgen op mijn vraag of deze procedure vaker wordt gevolgd.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Claude Marinower aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "werklastmeting" (nr. 15081)

10.01 Claude Marinower (VLD): In 2003 kondigde de minister een werklastmeting aan op basis waarvan maatregelen zouden worden genomen om de gerechtelijke achterstand weg te werken. Vandaag stellen wij vast dat het helaas bij een intentieverklaring is gebleven.

Komt er nu al dan niet een wetenschappelijke werklastmeting? Is er al duidelijkheid over de wijze waarop de meting moet gebeuren? Op welke gegevens zal men zich, bij gebrek aan een werklastmeting, baseren om de personeelsbehoeften te bepalen? Welke initiatieven worden er genomen om de ongelijkheden weg te werken? Wordt hierover overlegd met de magistratuur?

10.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): De werklastmeting van de zetel werd anders aangepakt. De wetenschappelijke studie over de haalbaarheid van de systemen en de eventuele overheveling van het instrument dat het openbaar ministerie gebruikt, werden aan een Belgische universiteit toevertrouwd. De studie startte op 1 februari 2007, de resultaten worden einde juli 2007 verwacht. De gerechtelijke actoren werden bij dit onderzoek betrokken.

Het bezorgen van de resultaten van het openbaar ministerie liep vertraging op door technische problemen met het meetinstrument. De eerste resultaten van de werklast bij de politieparketten worden daardoor deze zomer verwacht, die van de parketten-generaal tegen het einde van de herfst. De resultaten van de jeugdparketten en de burgerlijke parketten worden verwacht in de loop van 2008.

Wij hebben alles in het werk gesteld om een volledig beeld te krijgen van de werklast tussen nu en 2008, zodat de volgende minister van Justitie de noodzakelijke beslissingen kan nemen. Alles gebeurde steeds in overleg met de gerechtelijke autoriteiten.

10.03 Claude Marinower (VLD): De minister herhaalt nog maar eens dat we tegen 2008 een globaal zicht op de situatie zullen hebben. Praktische resultaten zijn er tot op heden echter niet en dat is moeilijk te aanvaarden.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van de heer Claude Marinower aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de betekenisprocedure" (nr. 15100)

11.01 Claude Marinower (VLD): Er rijzen vragen over de artikels 27 en 28 van het Gerechtelijk Wetboek en enkele artikels van het Wetboek van strafvordering. Het is de bedoeling om de politiediensten het administratieve werk in verband met de betekening in strafzaken uit handen te nemen.

Is de betekenisprocedure in strafzaken volgens de minister aan bijsturing toe, naar het voorbeeld van de procedure in civielrechtelijke zaken? Is het onderscheid tussen beide betekeniswijzen nog verantwoord in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet? Lijdt de burger niet onder de huidige betekeniswijze? Hij krijgt immers vaak vragen voorgeschiedt waarop hij niet meteen een antwoord kan geven. Heeft de minister cijfermateriaal over het aantal akten dat op het politiecommissariaat wordt afgegeven en over de werklastmeting van het parket?

11.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): De huidige betekenisprocedure in strafzaken verschilt grondig van de betekenisprocedure in burgerrechtelijke zaken. Er is sprake van een zware administratieve last bij de betekenisprocedure in strafzaken voor de gerechtsdeurwaarders, politiediensten en parketten wanneer de betekening niet kan gebeuren aan de persoon zelf. Dan bestaat de betekening uit de afgifte van een afschrift van een exploit op het politiecommissariaat. De gerechtsdeurwaarder laat een bericht van aanbidding van het exploit ter plaatse bij de geadresseerde achter, zodat die weet waar het exploit moet worden afgehaald. De politie moet dan alle passende maatregelen nemen opdat het afschrift zo spoedig mogelijk aankomt bij de belanghebbende.

Bovendien moet het openbaar ministerie worden ingelicht over de effectieve overhandiging van het exploot of van de reden van niet-afgifte.

In het kader van de betekening in strafzaken heeft de persoonlijke overhandiging van het exploot een groot belang, omdat ze erg belangrijke gevolgen kan hebben voor de vrijheid van de betrokkene en kan slaan op een gevangenisstraf en de strafuitvoering. Essentieel bij de betekening is, dat men termijnen laat lopen vanaf een bepaalde datum, alsook de mogelijkheid om rechtsmiddelen aan te wenden.

De materie hangt nauw samen met het verstek en verzet, termijnen om rechtsmiddelen te kunnen instellen, het aspect van vertegenwoordiging ter rechtszitting, het bevel tot persoonlijke verschijning en de mogelijkheid om een vonnis of arrest uit te spreken dat geacht wordt op tegenspraak gewezen te zijn, ook als de betrokken partij afwezig was.

De problematiek werd reeds besproken in het expertisenetwerk strafrechtspleging van het College van procureurs-generaal. Het College is van oordeel dat de wijze van betekening - bepaald in artikel 37 van het Gerechtelijk Wetboek - inderdaad een administratieve overbelasting van de politiediensten kan veroorzaken en soms weinig effectief is. Toch vindt men dat het huidige systeem omwille van de rechtszekerheid beter gehandhaafd blijft in geval van betekening van verstekvonnissen of -arresten waar een gevangenisstraf werd uitgesproken of bij betekeningen van vonnissen als op tegenspraak en de betekeningen in kader van een uitleveringsprocedure. Ik kan mij aansluiten bij deze conclusies.

Vooraleer men evenwel de betekeningsprocedures aanpast, moet men zich eerst bezinnen over het huidige systeem van verstek en verzet en van vonnissen als op tegenspraak. In die zin is de problematiek gekoppeld aan de Franchimont-hervorming van het Wetboek van strafvordering.

Het concept 'verstek' krijgt op Europees vlak bovendien steeds meer tegenkanting. Er zijn landen die geen gevolg meer willen geven aan een uitleveringsverzoek dat gesteund is op een verstekvonnis omdat na verstek geen automatisch recht op verzet en nieuwe berechting bestaat. Vooraleer men de betekeningprocedure aanpast, moet men zich afvragen of men niet systematisch zou moeten voorzien in een automatisch recht op verzet of in een nieuwe berechting.

11.03 Claude Marinower (VLD): In het begin van de regeerperiode hadden over de kleine Franchimont, tijdens de regeerperiode over de grote Franchimont en misschien eindigen we met dit uitvoerig antwoord met de laatste Franchimont.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van de heer Tony Van Parys aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de voordracht voor het ambt van directeur van het Opleidingsinstituut voor de Rechterlijke Orde" (nr. 15167)

12.01 Tony Van Parys (CD&V): Als magistraten lid zijn van de Hoge Raad voor de Justitie en moeten voorgedragen worden voor een functie, dan nemen ze ontslag uit deze Raad. Niet zo evenwel de voorzitter van de benoemings- en aanwijzingscommissie van de Raad, die zich zonder ontslag te nemen liet voordragen als kandidaat voor het ambt van directeur van het Opleidingsinstituut voor de rechterlijke orde. Dit tart voor mij elke verbeelding. Wie in de toekomst dit instituut wil leiden, heeft zeker inzake deontologie een voorbeeldfunctie. Hoewel dit de verantwoordelijkheid is van de Hoge Raad voor de Justitie, wil ik het principe laten gelden op een ogenblik dat de minister in het dossier een benoemingsbesluit zal moeten nemen.

12.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Slechts twee personen hebben zich kandidaat gesteld. Ik mag me daar niet over uitspreken. De Hoge Raad voor de Justitie heeft op 19 april jongstleden een advies uitgebracht. De Ministerraad zal die kandidaturen en dat advies op zijn volgende vergadering bespreken.

12.03 Tony Van Parys (CD&V): Ik neem akte van het antwoord van de minister. Het zou bijzonder pijnlijk zijn dat iemand die zelfs niet aanvoelt dat men beter eerst ontslag neemt uit de benoemings- en aanwijzingscommissie vooraleer men zich laat voordragen, directeur wordt van het Opleidingsinstituut voor

de rechterlijke orde.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van de heer Benoît Drèze aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de detachering van gemeentepersoneel naar een stichting" (nr. 15169)

13.01 Benoît Drèze (cdH): Op grond van artikel 144 bis van de nieuwe gemeentewet kunnen gemeentebesturen, ter behartiging van gemeentelijke belangen, werknemers die met hen door een arbeidsovereenkomst zijn verbonden, ter beschikking stellen van een OCMW, een sociale huisvestingsmaatschappij of een vzw.

Kunnen een internationale vzw, een private stichting en een stichting van openbaar nut worden beschouwd als gebruikers die gemachtigd zijn een beroep te doen op door een gemeentebestuur gedetacheerde werknemers?

De minister van Werk, aan wie ik deze vraag eerst heb gesteld, heeft me naar u verwezen. Volgens hem is, na een eerste lezing van de tekst, het antwoord a priori negatief.

Zelf meen ik dat achter de wet van 1921 een transversale filosofie schuilgaat. Indien het antwoord negatief zou zijn, kreeg ik graag wat meer uitleg bij de redenen voor deze verschillende behandeling.

13.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): De wet van 2 mei 2002 omvat drie titels, die respectievelijk de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen en de internationale verenigingen zonder winstoogmerk betreffen.

Volgens mij kan een private of openbare stichting of een internationale vereniging zonder winstoogmerk beschouwd worden als een gebruiker die gedetacheerde werknemers van een gemeentebestuur mag tewerkstellen.

De nieuwe gemeentewet valt echter onder de bevoegdheid van de Gewesten. We hebben dus te maken met een bepaling die, hoewel ze een gewestmaterie is, naar twee wetten verwijst die federaal zijn gebleven.

Gelet op mijn beperkte spreektijd moet mijn antwoord over die bijzonder complexe materie met de nodige omzichtigheid worden behandeld.

Voor de rest verwijs ik naar de minister van Werk.

Het incident is gesloten.

14 Vraag van de heer Dylan Casaer aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de gevangenis van Dendermonde" (nr. 15184)

14.01 Dylan Casaer (sp.a-spirit): In de gevangenis van Dendermonde is opnieuw een stiptheidsactie van de cipiers aan de gang. Tot 1 mei passen ze het zaterdagregime toe. Hun klachten gaan over het personeelstekort en de overbezetting; sinds de ontsnapping deze zomer zijn nog werken aan de gang.

Er zijn nu 180 à 190 gedetineerden in Dendermonde, terwijl de afspraak was dat er tijdens de werken maximum 175 zouden verblijven.

Wat is het huidig aantal personeelsleden? Tegen wanneer zal men terug aan 91 vaste en zes contractuele geraken?

Is er overleg geweest met de vakbonden? Wat is het resultaat?

Hoe ver staan de beveiligingswerken? Wat is de stand van het dossier van de bouw van een nieuwe

gevangenis?

14.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): Er verblijven thans 10.061 gedetineerden in de Belgische gevangenissen. Alle gevangenissen zijn dus overbevolkt.

In Dendermonde verblijven 187 gedetineerden. Deze week werden er 17 overgebracht naar andere gevangenissen. Met de vakbonden werd afgesproken het aantal gedetineerden tijdens de beveiligingswerken te beperken tot 165. Tot nu toe kon dat aantal worden gerespecteerd door de nodige overbrengingen. Nu zijn echter ook de andere gevangenissen volzet.

Er is een tekort van 6,15 full time equivalenten op een kader van 100,5. Vanaf gisteren zijn lokale selectie-interviews aan de gang om het kader snel in te vullen via tijdelijke contracten. Begin mei volgt de verdere invulling met laureaten van de statutaire examens en mutaties.

In een eerste fase werden alle deursloten vervangen. In vleugel A werden alle houten deuren door metalen vervangen, midden mei is de hele operatie halfweg, zoals gepland. De bekabeling van het camerasysteem is einde april voltooid, tegen midden mei volgen de camera's. Het intern communicatiesysteem werd gemoderniseerd. De bekabeling van de perimeterbeveiliging volgt. De ruwbouwwerken van de douches zijn voltooid, de afwerking is aan de gang. De vernieuwing van de wandelkoer van vleugel B start meteen na de bouwvakantie.

Voor de bouw van de nieuwe gevangenis te Dendermonde moet het ruimtelijk uitvoeringsplan worden goedgekeurd. De voltooiing van de procedure wordt verwacht tegen maart 2008. Dan kunnen de gronden worden aangekocht, de bouw kan aanvangen einde 2008, het gebouw kan dan begin 2011 in gebruik worden genomen.

14.03 **Dylan Casaer** (sp.a-spirit): Ik ga ervan uit dat de administratie het aantal beschikbare personeelsleden en gedetineerden blijft opvolgen.

Het incident is gesloten.

15 **Vraag van de heer Denis Ducarme aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de benoeming van 24 'moslimaalmoezeniers' op voordracht van de Moslimexecutieve van België" (nr. 15192)**

15.01 **Daniel Ducarme** (MR): In 2000 heeft het Executief van de Moslims van België in samenwerking met de federale regering een vier maanden durende opleiding voor 'moslimaalmoezeniers' georganiseerd. Die opleiding zou bijna 20.000 euro hebben gekost.

Achttien van de vijftig deelnemers zouden voor het examen geslaagd zijn. Na een screening door de Staatsveiligheid werden een vijftiental onder hen die aan de vereiste voorwaarden voldeden op 4 november 2000 tot aalmoezenier uitgeroepen.

Eind maart 2007 stelde Brahim Bouhna, voorzitter van de algemene vergadering van de moslims van België, aan de pers de lijst voor met de namen van de 24 aalmoezeniers die door het ministerie van Justitie werden benoemd. Slechts één enkele van die vijftien geslaagde kandidaten stond op die lijst. De 24 aalmoezeniers worden geacht na de benoeming nog een opleiding te volgen.

Er worden twee bijkomende voorwaarden toegevoegd voor de uitoefening van de functie van aalmoezenier: de al in 2000 vereiste aanbevelingsbrief moet een brief zijn die uitgaat van een moskee en het is voortaan verboden beide functies te cumuleren.

De afgewezen geslaagden wijzen erop dat heel wat aalmoezeniers verscheidene betrekkingen cumuleren en dat de door het Executief van de Moslims van België voorgedragen kandidaten deels personen zijn die om

taalredenen niet slaagden voor het examen godsdienstleraar.

Als dat allemaal waar is, is dit een zoveelste voorbeeld van slecht beheer door het hoofd van het Executief van de Moslims van België.

Kan u bevestigen dat de geslaagden van het examen van 2000 van de door het Moslimexecutief voorgestelde lijst werden uitgesloten?

15.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Wegens de scheiding der machten kan ik me niet mengen in de interne organisatie van de erediensten.

Het Executief van de Moslims van België heeft me een lijst van kandidaat-aalmoezeniers voorgesteld. Na het veiligheidsonderzoek heb ik die personen aangewezen die een gunstig veiligheidsattest hadden bekomen.

15.03 **Denis Ducarme** (MR): U bent dus niet in staat mij te zeggen of deze aalmoezeniers de opleiding hebben gevolgd waarvoor de federale regering 20.000 euro heeft betaald.

De Belgische Moslimexecutieve leeft een continuïteitsprincipe niet na maar u wenst zich niet beter in te lichten over een mogelijke spoliatie.

Eens te meer betreur ik dat de politieke verantwoordelijkheid in dit dossier niet worden opgenomen en dat de Belgische Moslimexecutieve opnieuw dreigt te worden geconfronteerd met een gerechtelijk conflict.

15.04 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Ik ben altijd bereid om opleidingen te financieren die de betrokkenen het principe van de scheiding tussen Kerk en Staat kunnen bijbrengen.

15.05 **Denis Ducarme** (MR): Neutraliteit is niet hetzelfde als laksheid.

15.06 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Ik denk dat u helemaal niets begrijpt van dit probleem, maar dat is niet erg.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: En daarmee sluiten we het laatste incident van deze zittingsperiode.

15.07 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Mevrouw de voorzitter, ik dank u voor al die jaren gedurende dewelke u de commissie voor de Justitie heeft voorgezeten
De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.43 uur.